



CONVENTION-CADRE DE L'OMS  
POUR LA LUTTE ANTITABAC

Conférence des Parties à la  
Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac  
Onzième session

Genève (Suisse), 17-22 novembre 2025

Point 4.2 de l'ordre du jour provisoire

27 juin 2025

FCTC/COP/11/6

## **Responsabilité (article 19 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac)**

### **Rapport du groupe d'experts**

#### **Objet du document**

Ce rapport contient le rapport du groupe d'experts sur l'application de l'article 19 « Responsabilité » de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (Convention-cadre de l'OMS), groupe reconstitué par la Conférence des Parties (COP) dans la décision FCTC/COP10(13), en tenant compte des travaux menés sur la responsabilité par le groupe d'experts créé conformément à la décision FCTC/COP5(9) et dont le mandat a été étendu dans la décision FCTC/COP6(7).

#### **Mesures à prendre par la Conférence des Parties**

La Conférence des Parties est invitée à prendre note de ce rapport, à donner de nouvelles orientations et à envisager d'adopter le projet de décision figurant à l'annexe 2.

Contribution aux objectifs de développement durable (ODD) : tous les ODD ; en particulier, l'ODD 3 et la cible 3.a.

Lien avec le plan de travail et le budget : aucun.

Incidences financières supplémentaires si elles ne sont pas incluses dans le plan de travail et le budget : 1.1.1.3, 1.1.3.2.

Document(s) connexe(s) : rapports des première, deuxième et troisième réunions du groupe d'experts sur l'application de l'article 19 « Responsabilité » de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac ; enquête sur l'application de l'article 19 « Responsabilité » de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (informations complémentaires).

## Contexte

1. À sa dixième session, la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac a décidé de reconstituer un groupe d'experts sur la responsabilité, en tenant compte des travaux menés sur la responsabilité par le groupe d'experts créé conformément à la décision FCTC/COP5(9) et dont le mandat a été étendu dans la décision FCTC/COP6(7). Dans la décision FCTC/COP10(13), le groupe d'experts a été chargé :

- a) d'examiner l'évolution des pratiques au niveau des Parties et de recueillir des informations à cet égard, en tenant compte des travaux en cours dans les instances internationales compétentes, et d'aider les Parties, le cas échéant, à renforcer leurs régimes de responsabilité pénale et civile, y compris les mesures administratives, de manière à garantir la responsabilisation et la dissuasion, à améliorer l'accès à la justice et à permettre des recours effectifs pour les personnes touchées par les effets néfastes du tabac, sur une base volontaire et à la demande des Parties ;
- b) de fournir des options permettant aux Parties de détecter les efforts de l'industrie du tabac visant à échapper aux régimes de responsabilité applicables ou à saper la lutte antitabac, y compris par la restructuration d'entreprises ou l'investissement dans des entreprises, et d'y faire face ;
- c) d'étudier l'éventuelle élaboration d'une méthode permettant d'estimer ou de quantifier le coût des soins de santé supportés en conséquence du tabagisme, pour aider les Parties à rassembler des données probantes à exploiter dans les procédures judiciaires liées au tabagisme ; et
- d) de faire rapport sur ses travaux à la onzième session de la Conférence des Parties.

2. Dans la décision FCTC/COP10(13), la Conférence des Parties a également prié le Secrétariat de la Convention, entre autres, de faciliter la création du groupe d'experts, suivant les orientations du Bureau, et de prendre des dispositions pour permettre au groupe d'experts de réaliser ses travaux.

3. Lors de sa première réunion, le Bureau élu à la dixième session de la Conférence des Parties (COP10) a approuvé la liste d'expertes et experts du groupe d'experts sur l'application de l'article 19 « Responsabilité » de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, ainsi que son mandat. La composition du groupe d'experts figure dans le rapport de la première réunion du groupe, disponible sur le site Web de la Convention-cadre de l'OMS en tant que complément d'information au présent rapport.<sup>1</sup>

## Réunions du groupe d'experts

4. La première réunion du groupe d'experts (qui s'est tenue en ligne le 26 juin 2024) était axée sur l'examen du mandat du groupe. En vue de faciliter les travaux du groupe, une présidence et des vice-présidences ont été élues. Les experts ont également abordé l'accès aux données, le financement et les ressources externes susceptibles de soutenir leur travail. Avec l'appui de l'Université de Bath et par l'intermédiaire d'un membre du groupe employé par l'institution, les experts ont convenu de bénéficier de services de conseil extérieurs afin d'étudier l'éventuelle élaboration d'une méthode permettant d'estimer ou de quantifier le coût des soins de santé supportés en conséquence du tabagisme, aux fins de l'établissement du rapport du groupe d'experts.

---

<sup>1</sup> [Documentation COP11 : Informations complémentaires](#) (consulté le 12 juin 2025).

5. Lors de sa deuxième réunion (qui s'est tenue à Genève (Suisse) du 9 au 11 octobre 2024), le groupe d'experts a examiné les principales conclusions d'une enquête sur l'application de l'article 19, ainsi que des études de cas sur l'expérience de pays en matière de procédure judiciaire au titre de l'article 19. Le groupe d'experts a également abordé le deuxième élément de son mandat, tel qu'il est énoncé à l'alinéa a) du paragraphe 1 ci-dessus. En ce qui concerne le troisième élément de son mandat, figurant à l'alinéa c) du paragraphe 1, le groupe d'experts a décidé d'examiner la candidature d'une équipe diversifiée de consultantes et consultants, le mandat et la logistique de leur travail. Les experts se sont mis d'accord sur un projet de rapport pour la COP11, sur la répartition des tâches et sur une proposition de calendrier de leurs travaux.

6. Lors de sa troisième réunion (à Genève (Suisse) du 29 avril au 1<sup>er</sup> mai 2025), le groupe d'experts a analysé le projet de rapport en vue de la Conférence des Parties et a approuvé les documents supplémentaires à présenter.

7. Les comptes-rendus des trois réunions du groupe d'experts sont disponibles sur le site Web de la Convention-cadre de l'OMS, en tant que complément d'information à ce rapport.<sup>2</sup>

## **Synthèse des travaux antérieurs sur l'article 19 entrepris par le Secrétariat de la Convention et le précédent groupe d'experts**

8. Un aperçu des activités entreprises par la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS en relation avec l'article 19 a été inclus dans le rapport du Secrétariat de la Convention FCTC/COP/10/12, examiné à la COP10.

9. Le Secrétariat de la Convention avait précédemment produit deux rapports sur l'article 19 pour examen par la Conférence des Parties. Dans le rapport FCTC/COP/4/13, il a présenté un résumé de l'expérience des Parties concernant l'application de cette disposition, ainsi qu'un aperçu des questions de responsabilité telles qu'elles sont considérées en droit international dans le domaine de l'environnement. Le rapport FCTC/COP/5/11 contient des informations sur les régimes de responsabilité pertinents dans le cadre d'autres traités, des exemples de mesures législatives prises pour traiter de la responsabilité pénale et civile, et des approches possibles d'une aide de la Conférence des Parties aux Parties dans leurs activités en lien avec l'article 19.

10. À sa cinquième session, la Conférence des Parties a établi un groupe d'experts chargé de faire rapport sur les faits, les informations et les options en lien avec l'application de l'article 19 (décision FCTC/COP5(9)). La Conférence des Parties a étendu le mandat du groupe d'experts (décision FCTC/COP6(7)) en lui demandant de se concentrer sur les approches susceptibles d'aider les Parties à renforcer leurs mécanismes de responsabilité civile dans le cadre de systèmes juridiques divers.

11. Dans son premier rapport (FCTC/COP/6/8), le groupe d'experts a souligné l'importance de l'article 19 et a présenté différentes possibilités que les Parties pourraient étudier afin d'élaborer une législation, en particulier dans le contexte de la responsabilité civile. Le groupe d'experts a également exposé des considérations relatives à la législation visant à renforcer la responsabilité pénale. Dans son second rapport (FCTC/COP/7/13), le groupe d'experts a souligné les principaux avantages et enjeux relatifs à l'application de l'article 19 et a proposé une boîte à outils pour la responsabilité civile.

---

<sup>2</sup> [Documentation COP11 : Informations complémentaires](#) (consulté le 12 juin 2025).

12. Par sa décision FCTC/COP7(11), la Conférence des Parties a adopté la boîte à outils pour la responsabilité civile au titre de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac,<sup>3</sup> désormais disponible dans les six langues officielles des Nations Unies, et a prié le Secrétariat de la Convention de travailler sur les ressources nécessaires pour aider les Parties à appliquer l'article 19, en créant et en tenant à jour une base de données d'expertes et experts sur la responsabilité (base de données d'experts de l'article 19) ; ces deux éléments sont disponibles sur le site Web du Secrétariat de la Convention.<sup>4</sup>

13. Ce rapport s'appuie sur les travaux menés par le précédent groupe d'experts, en lien avec l'article 19.

## **Enquête sur l'application de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac**

14. Afin d'évaluer les pratiques des pays, le groupe d'experts a interrogé les Parties, les organisations non gouvernementales (ONG) ayant le statut d'observateur auprès de la Conférence des Parties et d'autres groupes de la société civile qui n'ont aucun lien avec l'industrie du tabac ni avec des entités travaillant à la promotion de ses intérêts. D'une manière générale, le groupe cherchait à obtenir les informations suivantes : le degré d'application de l'article 19 ; les méthodes adoptées pour la mise en œuvre de l'article 19 – y compris les moyens de coopération entre les Parties ; toute procédure judiciaire liée à l'article 19, ayant eu lieu dans le pays ou la région ; et les raisons d'une absence d'application ou d'une application partielle de l'article 19.<sup>5</sup> Le groupe d'experts a également saisi cette occasion pour poser des questions sur les efforts déployés par l'industrie du tabac en vue de se soustraire à sa responsabilité, ainsi que sur les méthodes utilisées pour estimer le coût des soins de santé induits par le tabagisme.

15. Au 28 janvier 2025, on relevait un total de 91 réponses à l'enquête, qui comprenaient des réponses des Parties et des réponses de la société civile en lien avec les pratiques des pays (Parties et États non-Parties).<sup>6</sup> Au total, 51 Parties ont apporté une réponse, parmi lesquelles 50 réponses de pays<sup>7</sup> et une réponse d'une organisation d'intégration économique régionale. Sur les 50 pays qui ont répondu, 5 pays ont indiqué qu'ils avaient pleinement mis en œuvre l'article 19, 37 pays ont indiqué qu'ils avaient partiellement mis en œuvre l'article 19 et 9 pays ont indiqué qu'aucune mesure n'avait été prise.

---

<sup>3</sup> [Boîte à outils pour la responsabilité civile au titre de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac](#) (consulté le 26 mai 2025).

<sup>4</sup> [Base de données d'experts de l'article 19](#) (consulté le 26 mai 2025).

<sup>5</sup> L'enquête sur l'application de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac est disponible sur le site Web de la Convention-cadre de l'OMS via la rubrique [Documentation COP11 : Informations complémentaires](#) (consulté le 12 juin 2025).

<sup>6</sup> Dans certains cas, plusieurs organismes à l'échelle des Parties ont soumis des réponses et certaines réponses ont été communiquées sous forme textuelle – c'est-à-dire des réponses par courrier électronique, sans exploitation du formulaire d'enquête.

<sup>7</sup> La répartition des réponses des États Parties entre les Régions de l'OMS était la suivante : Région des Amériques, 12 ; Région africaine, 7 ; Région de la Méditerranée orientale, 4 ; Région européenne, 18 ; Région de l'Asie du Sud-Est, 4 ; Région du Pacifique occidental, 5.

## Considérations importantes relatives à l'enquête sur l'application de l'article 19

16. Lorsque l'on examine les réponses sur le degré d'application de l'article 19, il est important de faire la distinction entre les obligations de l'article et l'objet de l'article, qui dans les deux cas ressortent clairement du texte. L'article 19 prévoit que, « aux fins de la lutte antitabac », les Parties envisagent de renforcer leurs cadres juridiques par la voie de mesures législatives, ou de promouvoir les lois existantes en matière de responsabilité pénale et civile, y compris l'indemnisation le cas échéant ; de coopérer entre elles pour échanger des informations pertinentes en matière de responsabilité civile et pénale ; de s'accorder une assistance mutuelle pour toute procédure judiciaire relative à la responsabilité civile et pénale, dans le respect des cadres juridiques existants des Parties ; et d'examiner les travaux en cours dans les instances internationales, à ces fins. L'article 19 a notamment pour objet de promouvoir les procédures civiles et pénales, qui établissent la responsabilité – et, selon le cas, aboutissent à une indemnisation – pour le préjudice causé par le tabac.<sup>8</sup>

17. Dans ce contexte, le groupe d'experts reconnaît que les Parties et les ONG pourraient interpréter l'application de l'article 19 de différentes manières. D'aucunes pourraient considérer que l'article 19 a été mis en œuvre même si un pays n'a pris aucune mesure législative et n'a fourni aucune assistance à d'autres Parties, et même s'il n'existe aucune procédure civile ou pénale en matière de préjudice causé par le tabac. Inversement, certaines pourraient considérer que l'article 19 a été mis en œuvre uniquement si des procédures judiciaires ont été engagées contre l'industrie du tabac, si elles ont permis d'établir la responsabilité civile et/ou pénale de l'industrie et ont abouti à une indemnisation, et si l'issue a contribué à une réduction de la consommation de tabac et de l'exposition à la fumée du tabac. Les procédures qui engagent la responsabilité pénale et civile de toute personne responsable d'avoir contribué au préjudice causé par le tabac soutiennent un objectif de l'article 19, y compris les procédures qui ont abouti à une indemnisation. Certaines pourraient aller plus loin et évaluer la qualité des décisions en matière de responsabilité, y compris qui est tenu pour responsable, sur quoi porte la responsabilité, ainsi que le type de mesure injonctive, les sanctions et/ou le montant de l'indemnisation ordonnée.

18. Les actions en responsabilité civile peuvent aboutir à diverses issues : une indemnisation, une reconnaissance de responsabilité issue du tribunal et/ou une ordonnance enjoignant au défendeur de cesser certaines pratiques ou de prendre des mesures correctives. La procédure judiciaire peut également révéler des informations sur la conduite d'un défendeur, notamment par la divulgation (découverte) d'éléments de preuve. Il est rare qu'une seule action en responsabilité civile aboutisse à toutes ces issues. L'enquête sur l'article 19 n'a pas permis d'identifier de telles actions.

19. Dans les procédures civiles, les requérants de nombreuses juridictions choisissent un règlement avec les défendeurs. Ces règlements peuvent éviter des procédures longues et coûteuses, ou encore des coûts et des retards supplémentaires, ainsi qu'un risque d'échec de l'action. Les règlements sont, par définition, des accords de compromis qui supposent généralement des montants d'indemnisation inférieurs à ceux qu'un tribunal ordonnerait si le défendeur était tenu pour responsable. D'autre part, les accords négociés peuvent produire des résultats qu'un tribunal n'a pas le pouvoir d'ordonner.

---

<sup>8</sup> Les références au préjudice causé par le tabac comprennent la production, la consommation et l'élimination du tabac, ainsi que l'exposition à la fumée de tabac.

20. Les procédures pénales ont également de multiples objectifs : imposer des sanctions efficaces et proportionnées, empêcher le défendeur de se livrer à un comportement illégal, dissuader d'autres personnes de se livrer à un tel comportement et/ou indemniser les victimes. C'est pourquoi de nombreux systèmes juridiques permettent des négociations formelles ou informelles entre les procureurs et les défendeurs sur la question de savoir si le défendeur plaidera coupable de certaines infractions, si le défendeur s'engage (engagement exécutoire) à ne pas maintenir un comportement illégal et si le défendeur accordera volontairement réparation aux victimes.

21. Les déséquilibres de pouvoir entre l'industrie du tabac et les victimes des préjudices liés au tabac (ainsi que les organismes de réglementation et les ONG qui ont qualité pour engager des poursuites civiles et pénales contre l'industrie) ont une incidence sur les procédures d'établissement de la responsabilité civile et pénale. Les accords de règlement et de suspension des poursuites (voir le paragraphe 36), y compris les négociations de plaider-coupable, entre l'industrie du tabac et les gouvernements doivent être conformes aux dispositions de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.<sup>9</sup> Il est généralement nécessaire de procéder à des réformes des procédures civiles pour garantir l'égalité des armes entre les parties à la procédure. Ces incidences ont été examinées dans les précédents rapports du groupe d'experts et sont mises en évidence le cas échéant dans ce rapport. En outre, les réformes législatives visant à faciliter l'établissement de la responsabilité civile ou pénale doivent également être compatibles avec le droit national et international à un procès équitable pour les défendeurs dans les procédures pénales et pour toutes les parties dans les procédures civiles.

22. Les actions en responsabilité contre l'industrie du tabac peuvent constituer un moyen efficace de mettre en évidence son inconduite, depuis des décennies, dans la façon dont elle a mené ses activités, de la tenir pour responsable de cette inconduite sur le plan juridique, d'accorder une indemnisation significative aux victimes de maladies liées au tabac et aux prestataires de santé chargés de les traiter, et de modifier le comportement des sociétés productrices de tabac. En résumé, les actions en responsabilité contre l'industrie du tabac ont contribué à la lutte antitabac, notamment en « cessant de normaliser » l'industrie du tabac et la consommation de tabac.<sup>10</sup>

23. Ce contexte est important lorsqu'il s'agit d'évaluer dans quelle mesure les Parties ont mis en œuvre l'article 19, quelles mesures législatives les Parties peuvent prendre pour traiter de la responsabilité pénale et civile, et le succès ou l'échec d'une procédure concernant le préjudice causé par le tabac.

## **Examen des pratiques et des politiques qui ont évolué à l'échelle des Parties**

### **Examen des pratiques en matière de responsabilité pénale**

24. Les procédures pénales pour infraction à la législation antitabac constituent un moyen courant d'application de l'article 19. Les Parties ont intenté moins souvent des actions en responsabilité pénale en matière de préjudices liés au tabac qui ne constituent pas expressément une infraction en vertu de

---

<sup>9</sup> À l'heure actuelle, les Directives pour l'application de l'article 5.3 ne fournissent pas d'indications sur la manière dont les recommandations en matière de transparence s'appliquent aux procédures judiciaires, où les négociations en vue d'un règlement sont généralement confidentielles.

<sup>10</sup> Zhou S, Ricafort E, Bressler D, Devotsu RK. [Litigation in tobacco control: past, present and future](#). *Tob Control*. 2022;31:291–95 (consulté le 26 mai 2025).

la législation antitabac, que des actions en responsabilité civile, et ce pour un certain nombre de raisons : il n'est généralement pas possible d'appliquer rétroactivement le droit pénal à la fabrication, à la fourniture ou à la commercialisation de produits du tabac ; la charge de la preuve généralement exigée pour la poursuite d'infractions pénales est plus élevée ; et la présomption d'innocence favorise le défendeur.<sup>11</sup> Le précédent groupe d'experts a reconnu une série d'infractions pénales qui pourraient être introduites pour l'application de l'article 19.

## **Synthèse des réponses à l'enquête sur l'application de l'article 19 en matière de responsabilité pénale**

25. Les questions de l'enquête ont porté sur l'existence de sanctions pénales au sein des lois antitabac et des lois générales qui s'appliquent à la fabrication, à la fourniture et à la commercialisation des produits du tabac. Comme indiqué ci-dessous, de nombreux pays prévoient des sanctions pénales dans ces législations. En ce qui concerne les autres pratiques en matière de responsabilité pénale, les réponses à l'enquête ont montré une augmentation des actions et/ou des enquêtes par rapport aux pratiques signalées par le précédent groupe d'experts. Les considérations relatives à ces pratiques sont énoncées dans la section correspondante, qui détaille les exemples précis signalés par les réponses à l'enquête.

26. Dans l'ensemble, dans 29 pays, les réponses des Parties et de la société civile ont indiqué que la législation antitabac<sup>12</sup> prévoyait l'existence de sanctions pénales qui s'appliquaient principalement aux mesures suivantes : importation, vente ou distribution ;<sup>13</sup> conditionnement et étiquetage des produits du tabac ; publicité en faveur du tabac, promotion et parrainage ; espaces sans fumée ; et exigences en matière de communication d'informations aux autorités gouvernementales. Dans deux pays, la réponse d'une Partie et la réponse de la société civile ont également indiqué que leur législation antitabac prévoyait une responsabilité pénale pour les personnes aux fonctions de direction et d'administration de société.

27. En ce qui concerne l'existence, dans les lois pénales générales, de sanctions pénales qui s'appliquent à la fabrication, à la fourniture et à la commercialisation des produits du tabac, les réponses des Parties et de la société civile de 31 pays ont indiqué des sanctions pénales relevant principalement des catégories suivantes :

- a) la législation en matière de douanes et d'accises et le droit pénal général prévoyant des sanctions pénales en matière de contrebande, de fraude fiscale, de production ou de distribution de contrefaçons ;
- b) la législation en matière de lutte contre la corruption, contre la concurrence et contre le détournement de fonds ;
- c) la législation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et la législation prévoyant la protection des personnes à l'origine d'un lancement d'alerte ;

---

<sup>11</sup> FCTC/COP/6/8, paragraphe 13.

<sup>12</sup> Il convient de noter qu'une recherche effectuée en décembre 2024 sur le site Web [Tobacco Control Laws](#) a révélé que le nombre de pays suivant, au minimum, ont inclus des sanctions pénales dans leurs mesures de lutte antitabac concernant les espaces sans fumée (33), la publicité, la promotion (66) et le parrainage (52), le conditionnement et l'étiquetage (appliqués aux fabricants) (58), les restrictions sur la vente (55), la réglementation du contenu (22) et les exigences en matière de divulgation du contenu (33).

<sup>13</sup> Il s'agit, par exemple, des ventes sans autorisation, des ventes aux mineurs ou par les mineurs, des ventes de produits dont le contenu est interdit (comme les produits aromatisés) et de l'omission d'apposer les mises en garde sanitaires requises sur l'emballage des produits.

- d) les protections sur le lieu de travail et la législation du travail ;
- e) les lois sur la protection des consommatrices et consommateurs ou les dispositions du droit pénal général relatives à la protection des consommatrices et consommateurs ;
- f) les procédures pénales mises en œuvre dans le cadre de l'application de la loi (comme l'exigence de mandats judiciaires pour les inspections) ;
- g) les violations des droits humains ;
- h) la législation sur les crimes contre l'environnement ; et
- i) la responsabilité élargie des producteurs imposée aux sociétés productrices de tabac (avec une mise en garde concernant les activités décrites comme « responsabilité sociale des entreprises » par l'industrie du tabac et ceux qui s'emploient à promouvoir ses intérêts).

28. De plus, des réponses ont été fournies au sujet de mesures coercitives connues au cours de la dernière décennie pour les infractions aux lois sur la lutte antitabac ou aux lois pénales générales qui s'appliquent à la fabrication, à la fourniture et à la commercialisation des produits du tabac.<sup>14</sup> Les obstacles identifiés dans les réponses à l'enquête sont récapitulés au paragraphe 100.

29. L'établissement de la responsabilité pénale des personnes physiques ou morales en cas d'infraction aux lois pénales générales qui s'appliquent à la fabrication, à la fourniture et à la commercialisation de produits du tabac n'a pas été abordé de manière uniforme dans les réponses à l'enquête. De même, la question de savoir si les sanctions pénales ont eu un effet dissuasif efficace n'a pas non plus été abordée de manière uniforme dans les réponses, malgré la nécessité cruciale de définir cet effet – qui peut varier d'une juridiction à l'autre – pour garantir que les dispositions en matière de responsabilité sont à la fois efficaces et appropriées, compte tenu des circonstances nationales. Enfin, les procédures administratives quasi pénales (décrites au paragraphe 68) n'ont pas été spécifiquement abordées dans l'enquête.

### **Plaintes pénales relatives aux cigarettes dites légères/à faible teneur en goudron**

30. Au cours des 10 dernières années, au moins trois plaintes pénales ont été déposées contre des sociétés productrices de tabac et/ou des membres de leurs instances dirigeantes, par des membres de la société civile ou des personnes qui fument, en France, au Royaume des Pays-Bas et en Finlande.<sup>15</sup> Ceux-ci ont largement soutenu que les instances dirigeantes du secteur du tabac ont commis un crime en vendant des cigarettes dites légères, sachant que les micro-orifices de ventilation du filtre des cigarettes entraînent des lectures plus faibles des émissions de goudron, de nicotine et de dioxyde de carbone lors d'essais réalisés sur des machines à fumer et prescrits par la loi, par rapport à ce que reçoivent les personnes qui fument ; ces dernières ont ainsi été induites en erreur quant aux effets des produits sur la santé. La plainte des Pays-Bas comprenait également une allégation selon laquelle les sociétés productrices de tabac avaient délibérément conçu les cigarettes de façon à provoquer une dépendance quasi immédiate, ce qui aurait altéré le « libre arbitre » des personnes qui fument, avec pour conséquence de graves effets sur la santé.

---

<sup>14</sup> Il s'agit, par exemple, des ventes sans autorisation, des ventes aux mineurs ou par les mineurs, des ventes de produits dont le contenu est interdit (comme les produits aromatisés) et de l'omission d'apposer les mises en garde sanitaires requises sur l'emballage des produits.

<sup>15</sup> En Finlande, plus de 30 médecins et juristes ont demandé au Bureau national des enquêtes de déterminer si les instances dirigeantes des sociétés productrices de tabac avaient commis les crimes d'agression et d'homicide volontaire pour avoir vendu des cigarettes « légères », qui, selon les experts, ont tué 60 000 personnes en Finlande. Le Bureau a refusé de lancer une enquête préliminaire et aucune autre mesure n'a été prise.



31. Bien que ces plaintes pénales n'aient pas abouti à des poursuites, elles ont sensibilisé le public aux pratiques trompeuses de l'industrie du tabac et aux effets néfastes de ses produits,<sup>16</sup> ce qui, selon le précédent groupe d'experts, constitue un moyen de renforcer la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.<sup>17</sup> En France et aux Pays-Bas, les plaintes ont été examinées par les tribunaux.

### **Procédures pénales liées à la publicité en faveur du tabac et à la promotion du tabac**

32. En France, deux citations directes ont été déposées par la société civile contre des entités de Philip Morris en France et en Suisse (État non-Partie), alléguant que ces entreprises avaient enfreint le code de la santé publique, qui interdit la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac.<sup>18</sup> Entre autres demandes, les requérants sollicitaient l'application des dispositions d'exécution du droit pénal et une condamnation en responsabilité des sociétés Philip Morris pour les dommages causés aux ONG et à leurs initiatives de prévention du tabagisme, découlant de la promotion des produits du tabac par la voie de leur publicité pour IQOS en France.

33. Le tribunal a déclaré les deux parties défenderesses de Philip Morris coupables, estimant que Philip Morris en France avait commercialisé IQOS et était donc coupable de publicité illégale, et que Philip Morris en Suisse fabriquait et conditionnait IQOS et partageait donc une communauté d'intérêts avec la filiale française de Philip Morris, et pouvait dès lors être tenu pénalement pour responsable de l'acte illégal. En appel, le tribunal a confirmé le jugement de première instance, accordant une indemnité de 5000 euros à chaque demandeur ONG. Elle a infligé une amende de 500 000 euros à Philip Morris en France – en récidive – et de 400 000 euros à la filiale suisse de Philip Morris.<sup>19</sup> L'affaire est actuellement pendante devant la Cour de cassation (la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français).

34. Un deuxième jugement rendu récemment par un tribunal pénal français à l'encontre de Philip Morris a déclaré l'entreprise et son ancienne présidente coupables de publicité illégale pour ses produits, infligeant une amende de 500 000 euros à l'entreprise et de 50 000 euros à l'ancienne présidente de Philip Morris France. C'est la première fois en France qu'un tribunal attribue une responsabilité pénale à la personne qui dirige une société productrice de tabac. L'appel dans cette affaire est actuellement pendant.

35. La procédure pénale en France, par la voie de ses lois nationales, pourrait servir de modèle pour d'autres pays de code civil.<sup>20</sup> En vertu du Code de procédure pénale en France, une indemnisation est due aux personnes qui ont subi un préjudice personnel du fait d'un crime.<sup>21</sup> Le Code de la santé publique permet aux organisations de lutte antitabac de la société civile, qui n'ont

---

<sup>16</sup> Romeo-Stuppy K., Béguinot E., De Kanter W. [Criminal liability for tobacco corporations and executives](#). *Tob Control*. 2022;31(2):355–7 (consulté le 26 mai 2025).

<sup>17</sup> FCTC/COP/6/8, paragraphe 35.

<sup>18</sup> Ces interdictions ne s'appliquent pas aux enseignes des bureaux de tabac dès lors que celles-ci sont conformes à un arrêté interministériel réglementant leur utilisation.

<sup>19</sup> [Philip Morris France SAS c. Comité national contre le tabagisme](#), Cour d'appel de Paris, 22/00519 (2024) (consulté le 26 mai 2025).

<sup>20</sup> Une ONG française a signalé au groupe d'experts que des centaines de cas ont été portés devant la justice pour violation du Code de la santé publique. Au cours des 10 dernières années, 65 cas ont été supervisés par l'ONG et 40 procédures ont été gagnées devant les tribunaux civils ou pénaux en matière de publicité en faveur du tabac, y compris sur le lieu de vente, ainsi qu'en matière de conditionnement et d'étiquetage des produits du tabac.

<sup>21</sup> Code de procédure pénale. [Article 2](#) (consulté le 26 mai 2025).

aucun lien avec l'industrie du tabac et qui travaillent depuis au moins cinq ans à compter de la date de l'infraction alléguée, d'engager des poursuites civiles ou pénales contre l'industrie du tabac, les distributeurs et toute autre personne physique ou morale pour violation des mesures de lutte antitabac, et de demander réparation au nom des victimes.<sup>22</sup> En effet, ces ONG peuvent être financées, en partie, par les dommages et intérêts accordés dans le cadre de ces procédures judiciaires (lorsque le montant des dommages et intérêts est supérieur au coût de l'action en justice). Le juge d'un tribunal pénal ou civil a un pouvoir discrétionnaire sur le montant des dommages et intérêts accordés à une ONG pour une condamnation en vertu de la loi. En outre, dans le cas d'au moins une ONG de lutte antitabac en France, le Ministère de la santé soutient également financièrement cette dernière pour qu'elle intente des actions en justice afin de faire respecter les mesures de lutte antitabac, ce qui renforce la crédibilité de ces actions au sein du système judiciaire.

### **Enquêtes judiciaires sur la conduite de l'industrie du tabac, réglées à l'amiable**

36. Le recours aux accords transactionnels et autres règlements hors procès<sup>23</sup> est de plus en plus répandu dans les mesures d'exécution à l'encontre de l'industrie.<sup>24</sup> À titre d'exemple éloquent, les accords de suspension des poursuites et les accords de non-poursuite offrent aux procureurs une solution intermédiaire entre d'une part, le fait de déclarer coupable une entreprise ou un individu pour infraction pénale et d'autre part, de refuser complètement la poursuite pénale. Les organismes de réglementation utilisent également des pratiques similaires comme solution de remplacement à l'action en justice en vue d'établir la responsabilité civile. Cette approche vise à encourager la coopération et la conformité des entreprises sans recourir à une procédure complète, mais elle reste sujette à critiques.<sup>25</sup> Outre ces considérations, le recours à des accords de suspension des poursuites et à des accords de non-poursuite dans la lutte antitabac présente une situation unique, en raison du préjudice inhérent résultant des activités de l'industrie du tabac, de l'historique des actions de l'industrie du tabac, ainsi que des dispositions en matière de transparence et de coopération issues de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et des Directives pour l'application de l'article 5.3 s'appliquant à l'ensemble du gouvernement.

37. Les enquêtes pénales mises en évidence par les réponses à l'enquête comprenaient des exemples impliquant British American Tobacco (BAT) au Nigéria, aux États-Unis d'Amérique (État non-Partie) et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord/Kenya.

### **Enquête sur la protection des consommatrices et consommateurs au Nigéria**

38. Au Nigéria, l'agence fédérale de protection des consommatrices et consommateurs a enquêté sur les violations par BAT Nigeria des mesures de protection des consommatrices et consommateurs et de lutte antitabac du pays, ce qui a abouti à un accord de coopération. Après une enquête de trois ans, BAT Nigeria et ses sociétés affiliées, y compris sa société mère, ont conclu une ordonnance

---

<sup>22</sup> Code de la santé publique. [Article L3515-7](#) (consulté le 26 mai 2025).

<sup>23</sup> Les règlements hors procès désignent un large éventail de mécanismes utilisés pour résoudre des affaires pénales sans procédure judiciaire complète, sur la base d'un accord entre une personne physique ou morale et une autorité poursuivante ou une autre autorité. [Resolving foreign bribery cases with non-trial resolutions: settlements and non-trial agreements by Parties to the Anti-Bribery Convention](#). Paris, Éditions OCDE, 2019 (consulté le 27 mai 2025).

<sup>24</sup> CAC/COSP/WG.2/2016/2\* [Recours à des accords transactionnels et à d'autres mécanismes et incidences sur le recouvrement et la restitution d'avoirs volés](#). New York, Nations Unies, Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, 2016 (consulté le 27 mai 2025).

<sup>25</sup> Gottschalk P. [Deferred prosecution agreements as miscarriage of justice: an exploratory study of corporate convenience](#). *J Econ Criminol*. 2024;4:100059 (consulté le 27 mai 2025).

de consentement confidentielle en 2023, exigeant que la société verse 110 millions de dollars des États-Unis à l'agence. Toutes les poursuites pénales contre BAT Nigeria ont été abandonnées. L'ordonnance de consentement a également placé BAT Nigeria sous une procédure de vérification de la conformité pendant une période de 24 mois, et a exigé que l'entreprise s'engage dans le plaidoyer en faveur de la santé publique et de la lutte antitabac d'une manière conforme à la législation et à la réglementation nationales en matière de lutte antitabac.<sup>26, 27</sup> Étant donné le caractère confidentiel de l'ordonnance de consentement, le public n'a pas connaissance du comportement précis de l'entreprise qui a fait l'objet de l'enquête dans cette affaire.

### **Fraude bancaire et enquêtes sur les sanctions aux États-Unis**

39. Aux États-Unis, en 2023, les autorités ont accusé BAT de fraude bancaire et de violation des sanctions pour son activité de cigarettier en République populaire démocratique de Corée : des millions de dollars de bénéfices ont été envoyés par l'entremise d'institutions financières américaines à partir d'une coentreprise BAT en République populaire démocratique de Corée, avec la participation de multiples intermédiaires pendant au moins sept ans. Dans le cadre d'un règlement conclu avec les États-Unis et rendu public, BAT a versé une amende de 500 millions de dollars des États-Unis à l'organisme chargé d'administrer et d'appliquer les programmes de sanctions économiques aux États-Unis. Comme indiqué dans l'accord de règlement,<sup>28</sup> BAT a modifié ses structures d'entreprise en vue de mettre en œuvre son plan et savait en interne que la façon dont elle menait ses activités commerciales de cigarettier en République populaire démocratique de Corée violait probablement les sanctions américaines.

### **Enquêtes sur la corruption au Royaume-Uni**

40. Au Royaume-Uni, BAT a fait l'objet d'une enquête pour des soupçons de corruption sur une période de cinq ans.<sup>29</sup> Le *Serious Fraud Office* prend presque toutes les mesures d'exécution (enquêtes et poursuites) en vertu de la *Bribery Act* du Royaume-Uni.<sup>30,31</sup> Après cinq ans d'enquête, le *Serious Fraud Office* a annoncé qu'il avait terminé ses enquêtes sur BAT, estimant que les éléments de preuve ne satisfaisaient pas au critère probatoire prévu par le *Code for Crown Prosecutors* (Code

<sup>26</sup> [British American Tobacco Nigeria Limited and affiliated companies: investigation into possible violations of the Federal competition and consumer protection act, 2018 and other relevant tobacco control laws/sundry regulations and directives](#). Abuja : Federal Competition and Consumer Protection Commission ; 2023 (consulté le 27 mai 2025).

<sup>27</sup> Salau S. [FCCPC combats underage tobacco access, usage](#). The Guardian – Nigéria. 9 juin 2024 (consulté le 27 mai 2025).

<sup>28</sup> [Accord de règlement relatif à l'ENF 54851 entre le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du Trésor des États-Unis et British American Tobacco p.l.c. et ses filiales et sociétés affiliées dans le monde entier](#). Washington D.C., Département du Trésor, 2023 (consulté le 27 mai 2025).

<sup>29</sup> [SFO investigating British American Tobacco p.l.c.](#) Londres, *Serious Fraud Office*, 1<sup>er</sup> août 2017 (consulté le 27 mai 2025).

<sup>30</sup> [Bribery Act 2010](#) (consulté le 27 mai 2025). (En vertu de cette loi, les ressortissantes et ressortissants britanniques ou les sociétés constituées au Royaume-Uni pourraient commettre une infraction passible de poursuites lorsqu'une personne corrompt des agents étrangers dans l'intention d'obtenir un avantage commercial et/ou lorsqu'une organisation commerciale n'empêche pas son personnel de se livrer à des actes de corruption, à moins que l'organisation ne puisse démontrer qu'elle avait mis en place des procédures adéquates pour empêcher les personnes qui lui sont associées de corrompre.)

<sup>31</sup> Pour obtenir la liste des affaires et des enquêtes du *Serious Fraud Office*, se reporter au lien correspondant [Find an SFO case](#) (consulté le 27 mai 2025).

des procureurs de la Couronne).<sup>32</sup> L'enquête aurait duré plus de 18 000 heures et aurait coûté plus de 2,3 millions de livres sterling aux contribuables britanniques.<sup>33</sup> Le *Serious Fraud Office* a indiqué qu'il continuerait à offrir son assistance pour les enquêtes en cours d'autres partenaires chargés de l'application de la loi, et a remercié ses partenaires internationaux chargés de l'application de la loi, et en particulier la Commission kényane d'éthique et de lutte contre la corruption (EACC), pour leur aide dans son enquête.<sup>34</sup> Une analyse des paiements de BAT, publiée par des universitaires, a révélé que BAT avait effectué 236 paiements potentiellement douteux entre 2008 et 2013 pour un total de 601 502 USD, touchant 10 pays d'Afrique de l'Est et centrale.<sup>35</sup>

## Examen des pratiques en matière de responsabilité civile

41. D'après les réponses à l'enquête, il semble que la plupart des Parties aient pris moins de mesures en matière de responsabilité civile qu'en matière de responsabilité pénale. En effet, la seule mesure prise par de nombreux pays et susceptible de s'inscrire dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 19 est l'adoption de lois sur la lutte antitabac qui prévoient des sanctions pénales en cas d'infraction, et un certain degré de mise en application de ces lois. Un nombre important de pays n'ont pas adopté de lois spécifiquement liées à la responsabilité civile des fabricants et des fournisseurs de tabac. Dans bon nombre de ces mêmes pays, aucune action civile n'a été intentée contre l'industrie du tabac pour des préjudices liés au tabac.

42. Un grand nombre de pays ont confirmé qu'ils avaient mis en place des mesures pour faciliter la responsabilité civile, y compris l'octroi d'une indemnisation selon le cas, dans le cadre de la fabrication, de la fourniture et de la commercialisation de produits du tabac. Notons des mesures telles que :

- a) rendre civilement responsables les personnes physiques ou morales qui enfreignent les lois sur la lutte antitabac ;
- b) rendre civilement responsables les personnes physiques ou morales qui enfreignent les lois générales s'appliquant à la fabrication, à la fourniture et à la commercialisation de produits du tabac ;
- c) aider les victimes de préjudices liés au tabagisme et/ou celles qui ont engagé des frais de santé liés au tabac à obtenir des dommages et intérêts de l'industrie du tabac ; et

---

<sup>32</sup> Le [Code for Crown Prosecutors](#), publié en vertu de l'article 10 de la loi de 1985 relative à la poursuite des infractions, donne des orientations aux procureurs pour la prise de décision concernant les affaires, y compris deux étapes lors de la prise de décision en matière d'inculpation : 1) étape de la preuve : de manière générale, s'il existe suffisamment d'éléments de preuve pour mener à bien les poursuites ; puis 2) étape de l'intérêt général : de manière générale, si l'intérêt général commande d'intenter des poursuites (consulté le 27 mai 2025).

<sup>33</sup> Rowell A. [What is the government trying to hide about B.A.T?](#) Declassified UK, 3 avril 2024 (consulté le 27 mai 2025).

<sup>34</sup> [SFO closes British American Tobacco \(BAT\) Plc Investigation](#). Londres, *Serious Fraud Office*, 15 janvier 2021 (consulté le 27 mai 2025).

<sup>35</sup> Jackson RR., Rowell A., Gilmore AB., ["Unlawful Bribes?": A documentary analysis showing British American Tobacco's use of payments to secure policy and competitive advantage in Africa](#). San Francisco, Californie : UCSF : Centre de recherche et d'éducation sur la lutte antitabac ; 2021 (consulté le 27 mai 2025). Les 10 pays touchés étaient le Burundi, les Comores, le Kenya, le Malawi, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Soudan et la Zambie. BAT aurait utilisé ces paiements pour influencer la politique en sa faveur et saboter ses concurrents.

d) rendre leurs systèmes de justice civile plus accessibles, de façon générale (par exemple, procédures d'action collective, soutien à l'aide juridique, règles de plafonnement des coûts, obligations de communication préalable des défendeurs et/ou renversement de la charge de la preuve).

43. Cependant, dans bon nombre des pays où l'adoption de mesures visant à renforcer le régime de responsabilité civile a été signalée, aucune action en responsabilité civile n'a été déclarée, ou aucune contre l'industrie du tabac en particulier.

44. Bien que la plupart des affaires en responsabilité civile identifiées par les réponses concernaient les conséquences sur la santé de la consommation de tabac et de l'exposition à la fumée du tabac, des actions en responsabilité concernant des dommages environnementaux (aux États-Unis),<sup>36</sup> des maladies causées par la participation à la production de tabac (au Brésil)<sup>37</sup> et des violations du droit du travail, y compris le recours au travail des enfants (en Angleterre, au Royaume-Uni, intentées par des cultivateurs de tabac malawiens),<sup>38</sup> ont également été identifiées.

45. En ce qui concerne la responsabilité civile liée au tabagisme et à la santé, les actions les plus importantes par leur ampleur sont les procédures portant sur le recouvrement du coût des soins de santé et les actions collectives et requêtes connexes intentées par des victimes de maladies liées au tabagisme. Le Brésil et la République de Corée ont des procédures en cours, portant sur le recouvrement du coût des soins de santé, contre les grandes multinationales du tabac dans ces pays<sup>39</sup> et, dans le cas du Brésil, également contre leur société mère. Ces actions sont particulièrement dignes de mention, étant donné qu'il s'agit des premiers pays de droit exclusivement civil<sup>40</sup> à tenter des actions en recouvrement du coût des soins de santé contre l'industrie du tabac. Parmi les autres actions prises en considération par le groupe d'experts, mentionnons la résolution récente d'un litige qui dure depuis des décennies au Canada, ainsi que la procédure d'action collective en cours aux États-Unis.

## Brésil

46. L'affaire brésilienne, déposée en 2019, est portée par le bureau du procureur général au nom de la population brésilienne et vise à obtenir le remboursement des frais de santé encourus par le système de santé publique brésilien, *Sistema Único de Saúde*,<sup>41</sup> pour le traitement de 26 maladies liées au tabac. Cette affaire illustre la position dynamique du Brésil dans la lutte contre les conséquences sociétales et économiques de la consommation de tabac, non seulement

---

<sup>36</sup> Voir le paragraphe 63 ci-dessous.

<sup>37</sup> [Lídia Maria Bandacheski do Prado c. Alliance One \(2015, Brésil\) ; Valdemar Santos c. Universal Leaf Tabacos \(2002, Brésil\)](#) (consulté le 27 mai 2025). Dans les deux cas, les requérants ont allégué avoir contracté des maladies graves à la suite d'une exposition à des produits chimiques toxiques utilisés dans la culture du tabac. L'affaire Santos a été résolue dans le cadre d'un règlement confidentiel et l'affaire Prado est actuellement devant la Cour commune.

<sup>38</sup> [Milasi Josiya c. British American Tobacco PLC \(QB-2020-004542\)](#) (consulté le 18 juin 2025). La requête pour négligence et enrichissement injustifié est déposée par plusieurs milliers de fermiers du tabac appauvris, leur épouse, leurs enfants et d'autres membres de leur famille, qui affirment avoir été victimes de traite et avoir été soumis au travail forcé, au travail des enfants et à d'autres pratiques d'emploi dangereuses et abusives dans les plantations de tabac du Malawi. L'action allègue des violations à la fois de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Convention relative aux droits de l'enfant. La requête est intentée contre BAT, Imperial Brands, leurs sociétés mères et filiales. L'affaire est actuellement devant la Haute Cour, avec un procès prévu pour 2025.

<sup>39</sup> Le groupe d'experts note que plusieurs États du Nigéria ont également des actions en cours, en matière de recouvrement du coût des soins de santé, devant les tribunaux depuis 2007-2008.

<sup>40</sup> Le Québec, qui a intenté des poursuites en matière de recouvrement du coût des soins de santé en 2012, est à la fois une juridiction de *common law* et de droit civil.

<sup>41</sup> [Sistema Único de Saúde. Brasília](#), Ministério da Saúde, 2025 (consulté le 27 mai 2025).

par la voie de la réglementation et des campagnes de santé publique, mais aussi en établissant la responsabilité juridique, y compris l'indemnisation des coûts liés à la consommation de tabac et à l'exposition à la fumée du tabac. Avec une population de plus de 200 millions d'habitants et un système de santé universel qui supporte le poids des préjudices liés au tabac, le procès du Brésil vise à alléger, en partie, son fardeau économique lié au tabac. L'action en justice vise à la fois les filiales nationales et les sociétés mères internationales de BAT et Philip Morris International. L'inclusion des sociétés mères en tant que parties défenderesses reflète le caractère intégré de ces groupes de sociétés, où la prise de décision et l'affectation des bénéfices sont centralisées au niveau du siège. En tenant pour responsables à la fois les entités locales et mondiales, le bureau du procureur général vise à s'attaquer aux actions coordonnées qui perpétuent les dommages au-delà des frontières. En œuvrant pour l'application des lois sur la responsabilité civile aux sociétés mères, le Brésil cherche à relever les défis mondiaux posés par les sociétés transnationales qui tirent profit de produits nocifs tout en externalisant les coûts sanitaires vers les sociétés, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

47. L'une des caractéristiques de l'action brésilienne est qu'elle s'appuie sur le droit procédural et substantiel existant plutôt que sur une loi-cadre. Il s'agit notamment de ses procédures en réparation collective, qui permettent au bureau du procureur général d'intenter une action au nom de l'ensemble de la population brésilienne, et de ses lois sur la responsabilité stricte, qui garantissent que les personnes qui se livrent à des activités intrinsèquement risquées doivent supporter l'intégralité des coûts de ces activités. L'action brésilienne comprend également des demandes fondées sur la faute, qui sont communes à toutes les procédures liées au tabac. Il s'agit notamment d'allégations concernant le manquement à l'obligation d'informer les fumeuses et fumeurs potentiels des conséquences néfastes du tabagisme et du pouvoir addictif de la nicotine, la manipulation de la nicotine pour rendre le produit plus addictif, la vente aux enfants et aux adolescentes et adolescents, la commercialisation de cigarettes dites légères comme un produit moins nocif et la destruction de documents détaillant les pratiques et les connaissances de l'industrie.

48. La procédure brésilienne vise également à établir le lien de causalité et le dommage sur une base collective, en utilisant la notion de « dommage diffus ». Le bureau du procureur général soutient que la charge économique, sur *Sistema Único de Saúde*, des maladies liées au tabac constitue un préjudice sociétal, supporté par chaque contribuable brésilien – qu'elle ou il fume ou non. En présentant les dommages comme étant collectifs et systémiques, l'action en justice cherche à éviter les obstacles traditionnels à la preuve du lien de causalité dans les affaires individuelles.

## Canada

49. Des verdicts déclarant l'industrie du tabac civilement responsable des dommages causés par la consommation de tabac (2015) et des règlements visant à indemniser les prestataires de santé et les victimes de maladies liées au tabac, ainsi que des fonds pour la recherche sur le traitement des maladies liées au tabagisme (2025) ont été obtenus au Canada.

50. La résolution des litiges et des actions collectives liés au recouvrement du coût des soins de santé au Canada, en mars 2025, représente une évolution importante en matière de responsabilité civile et d'indemnisation depuis la publication du rapport du précédent groupe d'experts en 2014. L'historique procédural de certaines de ces actions en justice a été examiné dans ce rapport (FCTC/COP/6/8), et la législation utilisée pour faciliter ces procédures est mentionnée dans la boîte à outils pour la responsabilité civile au titre de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac<sup>42</sup> (FCTC/COP/7/13).

---

<sup>42</sup> [Boîte à outils pour la responsabilité civile au titre de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac](#) (consulté le 26 mai 2025).



51. En mai 2015, la Cour supérieure du Québec a donné raison aux requérants dans deux actions collectives conjointes qui visaient à obtenir une indemnisation pour un certain nombre de maladies liées au tabagisme et pour la dépendance à la nicotine.<sup>43</sup> La Cour a conclu que les sociétés productrices de tabac avaient enfreint quatre lois québécoises en causant un préjudice, en omettant d'avertir, en induisant les consommatrices et consommateurs en erreur et en portant atteinte au droit à la vie et à la sécurité. La Cour a statué qu'une société a continué de prôner la controverse scientifique pendant une bonne partie des années 1990, en dépit de l'acceptation généralisée, par la communauté scientifique, du lien de causalité entre tabac et maladie.<sup>44</sup> Se référant aux déclarations de l'entreprise, lesquelles jettent le doute sur la relation entre le tabac et la maladie, le juge a déclaré : « On ne peut que se demander si les auteurs de ces commentaires étaient remarquablement naïfs, s'ils fermaient les yeux, s'ils étaient malhonnêtes ou s'ils ont tellement répété le mantra de l'industrie qu'ils en sont venus à y croire. Leurs pirouettes linguistiques et intellectuelles sont à la fois habiles et malveillantes. Mais ils ont également fait preuve d'une négligence brutale. ».<sup>45</sup>

52. Le juge a ordonné le recouvrement collectif de l'indemnité maximale admissible pour dommages moraux à verser à chaque membre du recours CQTS/Blais ayant reçu un diagnostic de cancer du poumon ou de cancer de la gorge (100 000 dollars du Canada [CAD] corrigés de l'inflation, ce qui s'élevait à environ 350 000 CAD), et environ le tiers à ceux ayant reçu un diagnostic d'emphysème sévère. En ce qui concerne les 900 000 membres de l'affaire Létourneau, il a ordonné aux sociétés de payer 131 millions CAD en dommages et intérêts punitifs, mais a décidé de ne pas accorder d'indemnisation aux plaignantes et plaignants à titre individuel en raison de la variabilité de la situation individuelle dans le contexte du recouvrement collectif.

53. Le jugement a été confirmé à l'unanimité par la Cour d'appel du Québec en mai 2019, celle-ci réaffirmant que les sociétés avaient systématiquement agi pour banaliser les dangers du tabac. Immédiatement après le prononcé du jugement d'appel, les sociétés productrices de tabac se sont placées sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC) au motif qu'elles n'avaient pas la capacité de faire face à toutes leurs obligations, y compris les montants ordonnés dans les actions CQTS/Blais et Létourneau. Les sociétés ont utilisé ces procédures d'insolvabilité comme mécanisme pour chercher un règlement global, afin de résoudre toutes les requêtes légales canadiennes contre elles. Ces requêtes comprennent le remboursement du coût des soins de santé liés au tabac aux gouvernements provinciaux canadiens, les actions collectives et les poursuites intentées par des particuliers concernant la dépendance et la maladie, ainsi que les réclamations de cultivateurs en matière de pratiques commerciales trompeuses.<sup>46</sup> Les deux seules requêtes appuyées par une décision de justice sont les actions collectives du Québec.

54. Les négociations confidentielles en vue d'un règlement global ont été gérées par un médiateur désigné par le tribunal. En septembre 2023, aucun projet d'accord n'avait émergé de ce processus. Le juge superviseur a ordonné au médiateur et à d'autres auxiliaires de justice de proposer un projet de règlement (appelé plan de transaction ou d'arrangement) qui pourrait servir

---

<sup>43</sup> [Létourneau c. JTI-MacDonald Corp., 2015 QCCS 2382](#) (consulté le 5 juin 2025).

<sup>44</sup> [Jugement du juge Brian Riordan de la Cour supérieure du Québec dans l'affaire Létourneau & Blais c. JTM, ITL & RBH, paragraphe 1078](#) (consulté le 30 mai 2025).

<sup>45</sup> [Jugement du juge Brian Riordan de la Cour supérieure du Québec dans l'affaire Létourneau & Blais c. JTM, ITL & RBH, paragraphe 268](#) (consulté le 30 mai 2025).

<sup>46</sup> [Numéro de dossier du greffe : CV-19-616077-00CL. Imperial Tobacco Canada Limited et Imperial Tobacco Company Limited. Vingt-deuxième rapport du contrôleur](#). Toronto, FTI Consulting Canada Inc., 13 novembre 2024 (consulté le 28 mai 2025).

de base à un vote des créanciers des sociétés.<sup>47</sup> Il s'agit probablement de la première fois, au Canada, qu'une proposition de règlement est rédigée par des représentants des tribunaux et non par les sociétés insolvable.

55. En octobre 2024, le médiateur et les préposés à l'enregistrement magnétique ont déposé une proposition de plan pour chaque société. En vertu de cet ensemble d'accords, les sociétés paieraient un total de 32,5 milliards CAD et seraient libérées de toutes les dettes actuelles et passées. Sur cette somme, 12,5 milliards CAD constitueraient un paiement immédiat provenant des réserves réalisées au cours du processus de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, période au cours de laquelle les sociétés n'avaient pas été autorisées à restituer les bénéfices des ventes de cigarettes canadiennes à leurs propriétaires multinationaux. Certains autres produits à base de nicotine et de tabac, comme les inhalateurs électroniques de nicotine et les produits du tabac chauffé, sont exclus de toutes les dispositions du règlement proposé.

56. Environ 6 milliards CAD serviraient à indemniser les victimes québécoises auxquelles le montant accordé avait déclenché le processus d'application de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, et à indemniser de manière similaire les fumeuses et fumeurs lésés dans d'autres provinces. Il s'agit de personnes dont le cancer du poumon, le cancer de la gorge ou l'emphysème a été diagnostiqué au cours de périodes spécifiques et qui répondent à des critères précis en ce qui a trait à leurs antécédents de tabagisme, en fonction de certaines conclusions de la Cour supérieure du Québec en matière de responsabilité.<sup>48</sup> Toutes les autres requêtes potentielles des fumeuses et fumeurs feraient l'objet d'une renonciation, en échange de quoi un milliard CAD serait alloué à une nouvelle fondation qui financera la recherche axée sur l'amélioration des résultats du traitement pour les victimes de maladies liées au tabagisme.

57. Les gouvernements provinciaux se partageraient une indemnisation d'environ 25 milliards CAD, la majeure partie de ce montant provenant des ventes futures de l'industrie. On estime qu'il faudra environ 20 ans aux sociétés pour payer l'intégralité de l'indemnisation, mais le délai pourrait être plus long.<sup>49</sup>

58. Tous les créanciers ont voté à l'unanimité en faveur du plan de règlement.<sup>50</sup> À la suite d'une audience, le juge en chef de la Cour supérieure de l'Ontario a approuvé le règlement comme étant juste et raisonnable.<sup>51</sup>

---

<sup>47</sup> [Numéro de dossier du greffe CV-19-615862-00CL, CV-19-616077-00CL et CV-19-616779-00CL](#). Toronto, FTI Consulting Canada Inc., 5 octobre 2023 (consulté le 28 mai 2025).

<sup>48</sup> Les fumeuses et fumeurs admissibles doivent avoir fumé au moins 87 600 cigarettes avant novembre 1998 et avoir reçu un diagnostic de cancer du poumon, de cancer de la gorge ou d'emphysème/de bronchopneumopathie chronique obstructive avant mars 2012 pour les requérants du recours collectif au Québec ou entre mars 2015 et mars 2019 pour les victimes de tabagisme dans les autres provinces. Dans la décision du recours collectif au Québec, relative à la responsabilité, la Cour avait statué que le public savait ou aurait dû savoir au 1<sup>er</sup> mars 1996 que fumer des cigarettes pouvait causer le cancer du poumon, le cancer de la gorge et l'emphysème/la bronchopneumopathie chronique obstructive et que le tabagisme créait une dépendance. Cette date a été ajustée à novembre 1998 aux fins du règlement.

<sup>49</sup> [Numéro de dossier du greffe CV-19-616077-00CL, CV-19-616779-00CL, CV-19-615862-00CL](#). Imperial Tobacco Canada Limited, 2025 ONSC 1358. Toronto, Cour supérieure de justice de l'Ontario, 2025 (consulté le 17 juin 2025).

<sup>50</sup> Il y a eu 289 906 votes en faveur du plan d'Imperial Tobacco, ce qui représente 963 822 02 265 USD en valeur totale des requêtes, et zéro contre. Un nombre similaire de votes a approuvé les plans de Japan Tobacco et de Rothmans.

<sup>51</sup> [Numéro de dossier du greffe CV-19-615862-00CL, CV-19-616077-00CL, CV-19-616779-00CL. Imperial Tobacco Canada Limited, 2025 ONSC 1358](#). Toronto, Cour supérieure de justice de l'Ontario, 2025 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).



59. Les caractéristiques du règlement canadien – qui le distinguent du règlement sur le tabac au Minnesota de 1998 et du Master Settlement Agreement conclu entre plusieurs gouvernements d'États et de territoires des États-Unis et les sociétés productrices de tabac – sont les suivantes : il ne s'agissait pas d'un accord négocié, mais d'un plan d'arrangement élaboré par un médiateur nommé par le tribunal, et il ne comprenait pas de mesures non financières visant à modifier le comportement de l'industrie, telles que les restrictions sur la publicité qui ont résulté des poursuites intentées aux États-Unis. Le médiateur a été nommé en vertu du cadre juridique de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, qui vise à permettre aux débiteurs de rembourser leurs dettes tout en restructurant leur entreprise, et de renouer avec la rentabilité.

## République de Corée

60. En République de Corée, la requête en recouvrement du coût des soins de santé a été introduite par le *National Health Insurance Service* (NHIS, service d'assurance-maladie national), un organisme public qui gère le programme d'assurance maladie. En 2014, il a intenté une action en justice contre les principales sociétés productrices de tabac de la République de Corée, notamment KT&G, Philip Morris Korea et BAT Korea. Le NHIS a demandé le remboursement des prestations d'assurance qu'il avait versées pour traiter les maladies liées au tabagisme – en particulier les cancers du poumon et du larynx. La requête a été déposée au bénéfice de 3 465 personnes avec des antécédents de tabagisme de plus de 20 paquets-années, qui ont développé les cancers spécifiés après avoir fumé pendant plus de 30 ans. Elle portait sur environ 50 millions USD, ce qui représente les prestations d'assurance versées par le NHIS pour leur traitement. Elle a été introduite pour remédier aux préjudices généralisés causés aux Coréens par le tabagisme<sup>52</sup> et à la lourde charge financière induite par le traitement des maladies liées au tabagisme.<sup>53</sup> Les appels à la responsabilité juridique de l'industrie du tabac, eu égard aux précédents internationaux, et le désir de sensibiliser davantage le public aux conséquences du tabagisme pour la santé, ont également été des facteurs de motivation pour l'action en justice.

61. En 2020, la requête du NHIS a été rejetée en première instance, le tribunal écartant le consensus scientifique international sur le lien de causalité entre la consommation de tabac et la maladie, et la responsabilité de l'industrie pour les préjudices causés par le tabagisme. Le tribunal a également rejeté la qualité du NHIS pour réclamer une indemnisation au motif que la prise en charge des coûts de traitement des maladies faisait partie de ses obligations en tant qu'assureur. La décision a été sévèrement critiquée par le secteur de la santé publique,<sup>54</sup> pour ne pas avoir pris en compte les précédents internationaux et pour son manque d'analyse détaillée du lien de causalité manifeste – et universellement accepté scientifiquement – entre le tabagisme et les cancers faisant l'objet de la poursuite. Le NHIS a par la suite fait appel. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'appel était en cours, avec 11 audiences tenues à ce jour, et l'audience finale du procès en appel est prévue pour le 22 mai 2025.

<sup>52</sup> En 2019, le nombre total de décès attribués au tabagisme était de 58 036, dont 50 942 hommes et 7 094 femmes. Cela équivaut à une moyenne de 159 décès par jour causés par des maladies liées au tabagisme.

<sup>53</sup> Les dépenses d'assurance liées au tabagisme en République de Corée (2019-2023), représentées par le total des coûts médicaux par rapport aux **prestations d'assurance** (en milliards de wons coréens), par an, étaient les suivantes : 2019 (3365,1 contre **2824,0**) ; 2020 (2086,3 contre **2606,1**) ; 2021 (3473,8 contre **2929,6**) ; 2022 (2591,7 contre **3028,2**) ; et 2023 (3858,9 contre **3259,1**).

<sup>54</sup> Goo MJ. [건보공단, 오늘 담배소송 항소이유서 제출... "쟁점별 심리 요청" \[Le NHIS fait appel dans le procès du tabac - « Demande d'audience point par point »\]](#). Newsis, 2 avril 2021 (en coréen) (consulté le 28 mai 2025).

## États-Unis

62. Les États-Unis, qui ne sont pas Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, constituent un pays qui a réussi à établir la responsabilité civile de l'industrie du tabac et à obtenir des indemnités. Bien qu'il ne soit pas possible de fournir des chiffres exacts sur les indemnités versées aux victimes de maladies liées au tabac, en 2024, les documents déposés par la société mère de Philip Morris USA, Altria, ont indiqué qu'elle avait versé plus de 1 milliard USD en dommages et intérêts depuis 2004, y compris des indemnités aux victimes dans les affaires de l'action collective Engle.<sup>55</sup>

63. La ville de Baltimore, aux États-Unis, a cherché à recouvrer les dépenses et les pertes passées, présentes et futures auprès de l'industrie du tabac<sup>56</sup> en raison des déchets de filtres de cigarette dans la ville, conformément à ses pouvoirs de police pour prévenir et réduire les nuisances, y compris la pollution. Baltimore réclame des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts punitifs, une réparation équitable et des sanctions pénales, alléguant que les défendeurs ont illégalement jeté des débris, commis une atteinte directe et causé une nuisance publique, et que leurs produits présentaient des défauts de conception, donnant lieu à la fois à une responsabilité stricte en raison du préjudice causé à l'environnement et de l'absence d'avantage perçu, et à la responsabilité pour négligence, étant donné que les cigarettes avec des filtres non biodégradables étaient dangereuses pour l'environnement, telles qu'elles ont été conçues, au moment où elles n'étaient plus sous le contrôle des défendeurs.<sup>57</sup>

## Mesures administratives d'établissement de la responsabilité

64. Les obstacles bien documentés à l'établissement de la responsabilité civile et pénale de l'industrie du tabac ont conduit à des appels à examiner des solutions administratives autres que les procédures judiciaires pour déterminer la responsabilité en matière de préjudices liés au tabac. Ces considérations se reflètent également dans la décision de la COP10 de rétablir ce groupe d'experts (FCTC/COP10(13)).

65. Les procédures administratives offrent un autre moyen d'établir la responsabilité (civile ou pénale). Bien qu'elles puissent prendre diverses formes, elles supposent généralement une détermination de responsabilité sur une base non judiciaire, sans les règles habituelles qui s'appliquent aux procédures judiciaires, ainsi que la possibilité limitée ou l'absence de possibilité d'interjeter appel contre la décision administrative.<sup>58</sup> L'avantage de ces processus moins formels<sup>59</sup> est qu'ils offrent à l'industrie du tabac beaucoup moins d'occasions d'entraîner ses adversaires dans des actions longues et complexes en soulevant constamment des défis en matière de procédure et de preuve. Par essence, les procédures administratives peuvent être réglées plus rapidement que les procédures judiciaires. À l'instar des actions en justice visant à établir la responsabilité de l'industrie du tabac, les dépôts et les décisions administratives peuvent contribuer à cesser de normaliser l'industrie du tabac et ses produits.

---

<sup>55</sup> [Commission fédérale de contrôle des opérations de bourse \(États-Unis\), Washington, D.C., numéro de dossier 1-08940, Altria Group, Inc.](#) (consulté le 12 juin 2025).

<sup>56</sup> Les défendeurs sont Philip Morris USA, Inc., Altria Group, R.J. Reynolds Tobacco Company, British American Tobacco Plc, Liggett Group LLC et The George J Falter Company.

<sup>57</sup> [Plainte, paragraphe 118, Maire et conseil municipal de Baltimore City c. Philip Morris USA Inc, et al., n° 24-C-22-004904](#), Tribunal de circuit de Baltimore City, déposée le 21 novembre 2022 (consulté le 28 mai 2025).

<sup>58</sup> Certains pays, en particulier dans les juridictions de droit civil, disposent également de tribunaux administratifs spécialisés pour connaître des affaires liées au droit administratif.

<sup>59</sup> Le groupe d'experts note que certaines juridictions ont des procédures administratives et des tribunaux administratifs où les règles formelles ne sont pas différentes des autres procédures judiciaires.

66. Ces procédures administratives comprennent généralement des processus d'enquête et/ou des déterminations de responsabilité par des organismes de réglementation et/ou des tribunaux. Par exemple, les organismes d'autoréglementation peuvent avoir le pouvoir de rendre des ordonnances déclaratoires en cas d'infraction à un code applicable et des ordonnances d'injonction mettant fin à d'autres infractions.<sup>60</sup> Ces ordonnances sont souvent définitives et sans droit d'appel. Les organismes de réglementation indépendants, y compris les ombudsmans ou les organismes administratifs, peuvent se voir conférer le pouvoir de mener des enquêtes, y compris d'exiger des documents de la part de personnes réglementées. Ils peuvent rendre des ordonnances déclaratoires et injonctives, imposer des amendes ou d'autres sanctions réglementaires (telles que le retrait des licences) et, dans certains cas, ont le pouvoir d'offrir des réparations (limitées) aux victimes concernées, y compris une indemnisation.

67. Il existe également des tribunaux administratifs (de compétence spécialisée ou générale) qui règlent les litiges juridiques contestés entre les organismes de réglementation et les personnes réglementées, ou entre des parties privées alléguant des violations du droit civil. Les processus comportent souvent des règles modifiées en matière de preuve et de procédure. Ils ont des pouvoirs étendus : ils peuvent rendre des ordonnances déclaratoires et injonctives, imposer des amendes et d'autres sanctions, et verser des indemnités aux parties concernées. L'objectif des tribunaux administratifs spécialisés – dont certains ont été mis en lumière dans les travaux du précédent groupe d'experts<sup>61</sup> – est de fournir un moyen plus rapide et moins coûteux de résoudre les litiges juridiques et de promouvoir l'accès à la justice pour les requérants à titre individuel, disposant de moyens limités et d'une espérance de vie limitée en raison de maladies graves, souvent causées par les défendeurs contre lesquels ils intentent des poursuites. On a également de plus en plus recours aux tribunaux administratifs dans d'autres lieux de débats, notamment pour les réclamations environnementales, conformément aux obligations juridiques et aux lignes directrices internationales.<sup>62</sup>

68. Les procédures administratives ne bénéficient généralement pas des garanties d'un procès équitable qui s'appliquent aux procédures pénales et sont donc rarement utilisées pour établir la responsabilité pénale. Cependant, les organismes administratifs ont parfois le pouvoir de déterminer la responsabilité pour des infractions aux lois réglementaires, qui peuvent être qualifiées d'« infraction quasi pénale ». De telles décisions peuvent également être contraignantes dans toute action civile « subséquente », où les requérants demandent une indemnisation pour les pertes causées par de telles infractions. Les procédures administratives sont couramment utilisées pour établir la responsabilité civile. Il s'agit notamment des mesures déclaratoires, des mesures injonctives, de l'imposition de sanctions non pénales telles que des amendes et le retrait de licences, ainsi que l'octroi d'indemnisations.

69. Bien que la plupart des procédures administratives, mais pas la totalité, permettent une certaine forme d'appel devant le tribunal, ces droits d'appel sont limités et, surtout, le fardeau repose sur la personne qui conteste la décision administrative. Ainsi, par exemple, si un organisme de réglementation établit que l'industrie du tabac a enfreint les lois sur la publicité, il incombe alors à l'industrie du tabac d'établir que la décision était erronée dans le cadre d'un appel.

---

<sup>60</sup> L'[Advertising Standards Authority](#) (Bureau de vérification de la publicité) du Royaume-Uni en est un exemple (consulté le 28 mai 2025).

<sup>61</sup> FCTC/COP/6/8, paragraphes 31 et 36.

<sup>62</sup> Par exemple, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, les lignes directrices du Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi que la Convention d'Aarhus (Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement). Voir aussi Pring G, Pring C. [Environmental courts and tribunals: a guide for policymakers](#). Nairobi : Programme des Nations Unies pour l'environnement ; 2016 (consulté le 28 mai 2025).

70. L'un des principaux avantages de ces processus administratifs, en particulier pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, est qu'ils sont généralement moins coûteux à financer et à gérer que les systèmes judiciaires formels.

71. Bien que le groupe d'experts n'ait pas disposé des ressources nécessaires pour procéder à un examen systématique de toutes les affaires dans lesquelles des procédures administratives ont été utilisées pour déterminer la responsabilité en matière de préjudices causés par le tabac, il a relevé un certain nombre d'exemples, notamment des décisions administratives relatives à la publicité, à l'emballage et aux dommages environnementaux causés par les produits du tabac et à base de nicotine.

72. Le premier exemple concerne la **publicité trompeuse en Colombie**. En réponse à une plainte déposée par une ONG de défense des droits de l'enfant en 2021, la Surintendance de l'industrie et du commerce de Colombie a enquêté et infligé des amendes à la filiale locale de BAT pour ne pas avoir divulgué les risques pour la santé liés à la nicotine et au formaldéhyde, et pour ne pas avoir clairement communiqué des informations sur la concentration en nicotine dans la publicité de sa marque de cigarette électronique Vuse, entre autres violations de la protection des consommatrices et consommateurs. La Surintendance a également ordonné à BAT d'informer les consommatrices et consommateurs des effets nocifs de sa marque de cigarette électronique dans la publicité et l'emballage des produits. BAT a fait appel de la décision auprès d'une autorité administrative supérieure, au sein de la Surintendance. L'organisme a confirmé la décision et l'amende infligée à la société en 2024, bien qu'elle ait réduit l'amende de 290 000 USD à 260 000 USD environ.<sup>63</sup>

73. Le deuxième exemple concerne les **taxes écologiques en Inde**. Le Conseil central de lutte contre la pollution de l'Inde a pris des mesures administratives contre les sociétés productrices de tabac pour avoir utilisé des plastiques interdits afin d'emballer leurs produits du tabac, en violation des règles d'une loi sur la protection de l'environnement.<sup>64</sup> Depuis l'entrée en vigueur du règlement en 2016, l'Office a émis des ordonnances de justification et a imposé une compensation environnementale d'environ 60 USD par tonne de plastique utilisé dans l'emballage des produits du tabac. Bien que les sociétés aient contesté les taxes, une nouvelle analyse d'échantillons a confirmé l'utilisation de plastiques ; aussi les sociétés ont-elles dû payer les taxes déterminées par le Conseil, plus les intérêts pour le retard et la période pendant laquelle elles ont poursuivi leurs activités une fois les ordonnances de justification émises.<sup>65</sup>

74. Le troisième exemple concerne la **publicité trompeuse en Ukraine**. Sur la base de la plainte d'un consommateur,<sup>66</sup> le Comité antimonopole d'Ukraine a engagé une procédure administrative contre la société affiliée locale de Philip Morris pour avoir prétendu que son produit du tabac chauffé « émet 95 % moins de produits chimiques nocifs que les cigarettes » et que « passer

---

<sup>63</sup> [Surintendance de l'industrie et du commerce c. British American Tobacco Colombia](#), résolution numéro 51415 de 2024, dossier n° 21-75875. Bogota, Direction des enquêtes sur la protection des consommatrices et consommateurs de la Surintendance de l'industrie et du commerce, 2024 (en anglais, traduction non officielle) (consulté le 28 mai 2025).

<sup>64</sup> [Règles de 2016 sur la gestion des déchets plastiques, telles que modifiées, 2021, en vertu de la Loi de 1986 sur la protection de l'environnement](#). New Delhi, Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique, 2021 (consulté le 28 mai 2025) – interdiction de l'utilisation de plastique pour le stockage, l'emballage et la vente de produits du tabac.

<sup>65</sup> [Instruction émise en vertu de l'article 5 de la loi sur la protection de l'environnement](#). New Delhi, Conseil central de lutte contre la pollution, 2016 (consulté le 28 mai 2025).

<sup>66</sup> [Smoking is never safe. The AMCU has recognized reports about less harmful IQOS as misleading](#). Ukrinform ; 7 février 2025 (consulté le 28 mai 2025).

complètement à IQOS » est « moins risqué pour la santé » que de continuer à fumer des cigarettes classiques. À la suite d'une enquête de trois ans, en 2024, le Comité antimonopole a ordonné à Philip Morris de cesser d'utiliser ces allégations dans sa publicité, estimant que les déclarations et les variantes de ces déclarations étaient inexactes et trompeuses, et constituaient une violation de la loi ukrainienne sur la protection des consommatrices et consommateurs.<sup>67</sup>

## Travaux en cours dans les instances internationales compétentes

75. Les travaux en cours dans les instances internationales, en matière de droits humains, de responsabilité des entreprises et d'environnement, sont de plus en plus appliqués à l'industrie du tabac et se reflètent dans les décisions adoptées par la Conférence des Parties.

### Évolutions en matière de responsabilité et/ou d'actions judiciaires entreprises dans le cadre des droits humains et de la lutte antitabac

76. Au cours des 10 dernières années, la Conférence des Parties a adopté plusieurs décisions reconnaissant le lien entre la lutte antitabac et les droits humains, comme le souligne le rapport du Secrétariat de la Convention FCTC/COP10/15. Plus récemment, la Conférence des Parties a renforcé ces engagements en adoptant la décision FCTC/COP10(20), encourageant les Parties à envisager d'inclure les principes et les efforts de mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS lorsqu'elles collaborent avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains, et demandant au Secrétariat de la Convention d'encourager la coordination et la collaboration avec les entités du système des Nations Unies dont les mandats portent sur les droits humains.

77. Plusieurs organes internationaux chargés des droits humains reconnaissent depuis longtemps le rôle de la lutte antitabac dans la sauvegarde des droits fondamentaux – en particulier le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible<sup>68</sup> – y compris ceux reconnus dans la décision FCTC/COP/10/15. Le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible a reconnu que la lutte antitabac était une question cruciale en matière de droits humains et a exhorté les États à appliquer les mesures de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et à tenir l'industrie du tabac pour responsable des violations des droits humains.<sup>69</sup> En outre, le Rapporteur spécial a publié des rapports réaffirmant l'obligation des États d'adopter des politiques de lutte antitabac robustes, conformes aux engagements en matière de droits humains, et indiquant que les États doivent prendre des mesures

---

<sup>67</sup> [Recommandations du Comité antimonopole de l'Ukraine concernant Philip Morris Sales and Distribution LLC, recommandation 9-CR](#). Kiev, Comité antimonopole d'Ukraine, 2024 (en anglais, traduction non officielle) (consulté le 28 mai 2025).

<sup>68</sup> Comité des droits économiques, sociaux et culturels. [Observation générale n° 14 \(2000\) : Le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint \(art. 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels\)](#) (notant que les gouvernements doivent décourager activement l'usage du tabac dans le cadre de leur obligation de protéger le droit à la santé) ; Comité des droits de l'enfant. [Observation générale n° 4 \(2003\)](#) (recommandant aux États de restreindre la publicité en faveur du tabac et l'accès au tabac, de sensibiliser le public et de promouvoir l'éducation à la prévention du tabagisme afin de préserver le droit des enfants à la santé) ; Comité des droits de l'enfant. [Observation générale n° 15 \(2013\) sur le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible \(art. 24\)](#) (reconnaissant les effets néfastes du tabac pour les enfants, que les États devraient protéger les enfants contre les effets néfastes du tabac et mettre en œuvre la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac) (consulté le 28 mai 2025).

<sup>69</sup> [Rapport du Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, Anand Grover](#). New York, Organisation des Nations Unies, 2014 (A/HRC/26/31) ; [Droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible : Note du Secrétaire général](#). New York, Organisation des Nations Unies, 2024 (A/79/177) (consulté le 30 mai 2025).



volontaristes pour réglementer et limiter l'influence de l'industrie du tabac dans l'élaboration des politiques. Ces observations portaient spécifiquement sur la responsabilité des entreprises en matière de protection de la santé,<sup>70</sup> l'ingérence et la mésinformation de l'industrie du tabac,<sup>71</sup> ainsi que la responsabilité des entreprises en matière de protection des droits humains.<sup>72</sup> Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a également reconnu la menace que représente le tabagisme chez les femmes et les filles.<sup>73</sup>

78. En plus des tribunaux spécialisés dans les droits humains, de nombreux États relèvent actuellement de la juridiction d'un tribunal régional des droits humains, mais le niveau d'accès et d'application varie considérablement. Les tribunaux des droits humains peuvent entendre des affaires liées aux préjudices causés par le tabac,<sup>74</sup> mais aucun effort n'a été déployé pour explorer ou optimiser l'utilisation de ces instances en faveur de la responsabilisation.

---

<sup>70</sup> [Droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible : Note du Secrétaire général](#). New York, Organisation des Nations Unies, 2017 (A/72/137), paragraphe 87 (consulté le 30 mai 2025). (« Le Rapporteur spécial demande instamment aux États de prendre les mesures suivantes : ... e) Lorsque des éléments d'un secteur de la santé sont décentralisés ou remis au secteur privé, veiller à ce qu'il y ait suffisamment de contre-pouvoirs pour garantir que cette transition aborde les questions de corruption et, pour le moins, ne conduise pas à davantage encore de celle-ci. Le contrôle, la transparence et le suivi du secteur privé et des prestations décentralisées doivent être suffisants »).

<sup>71</sup> [Droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible : Note du Secrétaire général](#). New York, Organisation des Nations Unies, 2017 (A/72/137), paragraphe 39 (consulté le 30 mai 2025). (« Les effets néfastes du tabac ... sont masqués par les fabricants et les groupes de pression industriels, notamment au moyen du parrainage de la recherche qui vise à minimiser l'importance des liens avec les problèmes de santé. Par la désinformation, les pressions et la pratique des pots-de-vin ... [l'industrie du tabac et...] peuvent faire obstacle à l'obligation qui incombe aux gouvernements de ... et protéger la santé publique. » )

<sup>72</sup> [Rapport du Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, Anand Grover](#). New York, Organisation des Nations Unies, 2014 (A/HRC/26/31, paragraphe 28 (consulté le 30 mai 2025). (« S'il est vrai qu'en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, c'est aux États qu'il incombe au premier chef de garantir le droit à la santé, les acteurs non étatiques sont, eux aussi, tenus de respecter ce droit. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels interdit non seulement aux États, mais aussi à tout « groupement » ou « individu » de porter atteinte aux droits de l'homme qu'il consacre, ce qui sous-entend clairement que les acteurs non étatiques ont une responsabilité dans la réalisation des droits de l'homme (art. 5). »)

<sup>73</sup> [Observations finales concernant le huitième rapport périodique du Luxembourg](#). New York, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 2025 (CEDAW/C/LUX/CO/8), paragraphes 42 b) et 43 c) (consulté le 30 mai 2025).

<sup>74</sup> Voir, par exemple, dans l'affaire [Novoselov c. Russie](#) (requête n° 66460/01), la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que les aveux du gouvernement, selon lesquels les fenêtres de la cellule d'un détenu étaient recouvertes de volets métalliques et bloquaient l'accès à l'air frais, ce qui avait entraîné une dégradation de la santé du requérant, violaient l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme ; et dans l'affaire [Ostrovar c. Moldova](#) (requête n° 35207/03), la Cour européenne des droits de l'homme a estimé que le gouvernement n'avait pas rempli son obligation de protéger la santé du requérant et qu'il a plutôt permis qu'il soit exposé à la fumée de cigarette, dangereuse compte tenu de son état de santé ; et dans l'affaire [Elefteriadis c. Roumanie](#) (requête n° 38427/05), la Cour européenne des droits de l'homme a estimé que « le fait que le centre de détention en question était à l'époque des faits surchargé ne dispensait aucunement les autorités de leur obligation de protéger la santé du requérant [...] Cependant, de telles circonstances, aussi positives fussent-elles, ne suffisaient pas à pallier les effets nocifs du tabagisme passif que le requérant a dû subir en raison de sa cohabitation avec des détenus fumeurs. » (consulté le 30 mai 2025).

79. À l'échelle mondiale, les tribunaux ont reconnu que les mesures de lutte antitabac visent à protéger les droits humains ;<sup>75</sup> ces arguments peuvent être utilisés par les Parties dans l'application des mesures de lutte antitabac et par la société civile qui agit pour protéger des mesures réglementaires strictes. Par exemple, en Uruguay, une ONG a contesté avec succès un décret exécutif qui modifiait les exigences en matière de conditionnement neutre dans le pays. Pour rendre sa décision, la Cour s'est largement appuyée sur les droits humains internationaux, en particulier les droits des enfants et le principe directeur de l'intérêt supérieur de l'enfant, l'un des quatre principes énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant. La Cour a ordonné l'application du décret et a conclu en partie que l'État a l'obligation de protéger en particulier les enfants et les adolescentes et adolescents contre toutes les formes d'incitation à la consommation de tabac.<sup>76</sup>

80. L'action collective intentée contre les groupes BAT et Imperial Brands par les cultivateurs de tabac du Malawi, décrite au paragraphe 44, s'appuie expressément sur la protection des droits humains en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Convention relative aux droits de l'enfant.

### Évolutions dans le domaine des entreprises et des droits humains

81. Les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies servent également de cadre fondamental pour la responsabilité des entreprises en cas de violation des droits humains.<sup>77</sup> Ils établissent trois piliers clés : le devoir de l'État de protéger les droits humains, la responsabilité des entreprises de respecter les droits humains et le droit d'accès à des voies de recours pour les personnes lésées. Bien que ces principes ne créent pas d'obligations juridiques directes, ils peuvent influencer considérablement les cadres réglementaires, les politiques nationales et les pratiques des entreprises. Dans le contexte de la lutte antitabac, les Principes directeurs renforcent l'obligation des États de réglementer l'industrie du tabac afin de prévenir les dommages – en particulier pour les populations vulnérables – et de limiter l'ingérence de l'industrie dans l'élaboration des politiques. Le Rapporteur spécial sur les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux de la CIDH (Commission interaméricaine des droits de l'homme) a reconnu que les Principes directeurs constituaient un moyen minimum de gouvernance mondiale dans ce domaine, admettant également les méfaits de l'ingérence de l'industrie du tabac dans l'élaboration des politiques, entre autres comportements des entreprises.<sup>78</sup>

82. En 2024, en complément des Principes directeurs et en vue d'un renforcement mutuel, le Conseil des droits de l'homme a décidé de créer un Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme, avec pour mandat d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant

<sup>75</sup> Voir, par exemple, les affaires [Nueva Walmart de Mexico c. Mexique](#) ; [Aunestruja c. État du Tamil Nadu](#) ; [Planta Tabak-Manufaktur Dr. Manfred Obermann GmbH & Co. KG c. Land de Berlin](#) ; [Grişciuc, Simion c. République de Moldova](#) ; [Philip Morris GmbH c. Land de Bavière](#) ; et le jugement du juge Brian Riordan de la Cour supérieure du Québec dans l'affaire [Létourneau & Blais c. JTM, ITL & RBH](#), paragraphes 479 à 488 (concluant que, parce qu'elles avaient intentionnellement omis d'avertir les consommatrices et consommateurs des défauts de sécurité de leurs produits, les sociétés productrices de tabac avaient enfreint les droits protégés des Québécois à la vie et à la sécurité personnelle) (références consultées le 30 mai 2025).

<sup>76</sup> [Sociedad Uruguaya de Tabacología c. Pouvoir exécutif de l'État uruguayen](#) (AMPARO, IUE 2-54452/2022) (consulté le 30 mai 2025).

<sup>77</sup> [Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme](#). Genève, Haut-Commissariat aux droits de l'homme, 2011 (consulté le 30 mai 2025).

<sup>78</sup> [Business and Human Rights: Inter-American Standards](#). Washington, D.C., Commission interaméricaine des droits de l'homme, 2020 (OEA/Ser.L/V/II CIDH/REDESCA/INF.1/19) (consulté le 30 mai 2025).

visant à réglementer, dans le contexte du droit international relatif aux droits de l'homme, les activités des sociétés transnationales et autres entreprises. Le projet d'instrument contient une disposition sur la responsabilité.<sup>79</sup>

### **Évolutions relatives au point de rencontre entre l'environnement et la responsabilité de l'industrie du tabac**

83. Afin de consolider ses engagements au titre de l'article 18, la Conférence des Parties a récemment adopté la décision FCTC/COP10(14), invitant les Parties, en vertu de l'article 19, à tenir l'industrie du tabac pour responsable des dommages qu'elle cause à l'environnement et des effets néfastes sur la santé des travailleuses et travailleurs intervenant dans la culture du tabac et la fabrication des produits du tabac, ainsi que dans l'élimination et le traitement des déchets résultant de leur fabrication et de leur consommation. Dans sa décision, la Conférence des Parties a également prié le Secrétariat de la Convention d'examiner les options en matière de réglementation concernant la prévention et la gestion des déchets générés par l'industrie du tabac et ses produits, y compris une interdiction des filtres de cigarettes en plastique et la gestion des déchets dangereux provenant des cigarettes, en se fondant sur des éléments de preuve scientifiques. Ce rapport sera soumis à la onzième session de la Conférence des Parties.

84. Dans le cadre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, le rapport du Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux fait état de plusieurs cas de violations des droits humains liées au tabac, dans le contexte de l'exposition environnementale et professionnelle (à l'égard d'entreprises spécifiques).<sup>80</sup> En outre, le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible a recommandé aux États d'agir pour prévenir les dommages à la santé ou à l'environnement résultant de l'usage des produits du tabac, entre autres.<sup>81</sup>

85. Le comité intergouvernemental de négociation du Programme des Nations Unies pour l'environnement élabore un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, notamment dans le milieu marin. La première partie des dernières négociations, qui s'est tenue en novembre 2024, n'a pas abouti à un projet d'instrument pour la négociation finale, et on ignore si une liste de plastiques à éliminer – qui pourrait potentiellement inclure les filtres de cigarettes – fera partie d'un instrument final juridiquement contraignant.<sup>82</sup>

---

<sup>79</sup> [Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme](#) et [projet révisé d'un instrument juridiquement contraignant visant à réglementer, dans le contexte du droit international relatif aux droits de l'homme, les activités des sociétés transnationales et autres entreprises](#). Genève, Haut-Commissariat aux droits de l'homme, 2025 (consulté le 30 mai 2025).

<sup>80</sup> [Rapport du Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux](#). New York, Organisation des Nations Unies, 2018 (A/HRC/39/48) (consulté le 30 mai 2025).

<sup>81</sup> [Droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible : Note du Secrétaire général](#). New York, Organisation des Nations Unies, 2024 (A/79/177), paragraphe X(c) (consulté le 30 mai 2025).

<sup>82</sup> [Projet de rapport du comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, notamment dans le milieu marin, sur les travaux de la première partie de sa cinquième session](#). Nairobi, Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2025 (UNEP/PP/INC.5/8) (consulté le 30 mai 2025).



## Options en matière de soutien technique, de coopération internationale et d'échange d'informations pour une application efficace de l'article 19

86. Dans son premier rapport, le précédent groupe d'experts a formulé des options et approches en matière de soutien technique, de coopération internationale et d'échange d'informations pour une application efficace de l'article 19 (FCTC/COP/6/8). Plus précisément, il a noté l'importance cruciale de la coopération internationale et de l'échange d'informations pour la mise en œuvre de l'article 19, compte tenu de la nature transfrontière des sociétés multinationales du tabac, et des options, en matière de responsabilité, à envisager dans les pays consommateurs de tabac qui n'ont peut-être pas leur propre industrie de fabrication du tabac.<sup>83</sup>

87. En ce qui concerne la proposition d'orientations, aux Parties, sur la mise en œuvre de l'article 19, le précédent groupe d'experts a examiné les approches possibles d'une aide de la Conférence des Parties, telles que décrites dans le rapport du Secrétariat de la Convention FCTC/COP/5/11. Il a en outre noté que des principes juridiques et procéduraux généraux proposant des orientations seraient plus faciles à adapter en vue de leur mise en œuvre par les Parties, compte tenu de la diversité de leurs systèmes juridiques, que des lois types.<sup>84</sup> Outre l'élaboration de la boîte à outils pour la responsabilité civile au titre de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS et de la base de données d'experts de l'article 19 (voir le paragraphe 12), le précédent groupe d'experts a également noté que les accords d'action judiciaire commune et les plans et stratégies de communication visant à mettre en évidence les actions en responsabilité intentées contre l'industrie du tabac constituaient des moyens supplémentaires d'échange d'informations.<sup>85</sup>

88. Le précédent groupe d'experts a également noté qu'il conviendrait que le Secrétariat de la Convention apporte son assistance dans le cadre de différends juridiques, au nom de la Conférence des Parties, afin d'étayer la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et ses principes. Le groupe a en outre noté que l'OMS pouvait être en mesure d'offrir une aide supplémentaire aux Parties dans ce contexte.<sup>86</sup> C'est pourquoi, entre la sixième et la septième session de la Conférence des Parties, le Secrétariat de la Convention a soutenu l'Uruguay dans le cadre d'un procès international de plusieurs années intenté par Philip Morris, contestant deux des lois uruguayennes sur la lutte antitabac. Un mémoire conjoint d'*amicus curiae* de l'OMS et du Secrétariat de la Convention a été déposé en janvier 2015 pour fournir des preuves à l'appui des mesures de lutte antitabac de l'Uruguay ainsi que des informations sur la Convention-cadre de l'OMS.<sup>87</sup> L'Organisation panaméricaine de la Santé a également déposé un mémoire d'*amicus curiae* distinct, qui portait sur les efforts et les informations en matière de lutte antitabac dans la Région des Amériques. Le tribunal a rejeté toutes les demandes déposées par Philip Morris<sup>88</sup> et a fait référence à ces importants mémoires tout au long de sa décision.

---

<sup>83</sup> FCTC/COP/6/8, paragraphe 26.

<sup>84</sup> FCTC/COP/6/8, paragraphe 28.

<sup>85</sup> FCTC/COP/6/8, paragraphes 34 à 35.

<sup>86</sup> FCTC/COP/6/8, paragraphe 36.

<sup>87</sup> [Mémoire d'amicus curiae de l'Organisation mondiale de la Santé et du Secrétariat de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac](#) (affaire CIRDI n° ARB/10/7) (consulté le 30 mai 2025).

<sup>88</sup> [Décision](#) (affaire CIRDI n° ARB/10/7) et [décision sur rectification](#) (affaire CIRDI n° ARB/10/7) (consulté le 30 mai 2025).

## **Approches en matière de soutien technique, d'échange d'informations et de coopération internationale identifiées dans l'enquête sur l'application de l'article 19**

### ***Soutien technique***

89. Dans le cadre des réponses à l'enquête, plusieurs approches supplémentaires en matière de soutien technique, en particulier de la part du Secrétariat de la Convention, ont été suggérées. Il s'agissait notamment de sensibiliser les Parties aux ressources existantes en ce qui concerne l'article 19, éventuellement par la voie d'une plateforme en ligne dédiée ; de poursuivre le suivi et la collecte d'expériences dans les litiges afin de les diffuser régulièrement auprès des Parties ; de fournir un appui à la mise en œuvre de l'article 19, en particulier aux pays à revenu faible ou intermédiaire ; de fournir un appui pour déterminer si les requêtes extraterritoriales peuvent être satisfaites ou comment peuvent-elles être satisfaites ; renforcer les capacités des Parties à mettre en œuvre et à mettre à jour la législation, y compris les ressources financières ; renforcer les capacités du pouvoir judiciaire et sa connaissance des articles 5.3 et 19 ; et gérer un forum confidentiel où les Parties peuvent joindre directement des expertes et experts, y compris des avocates et avocats engagés dans des procédures pertinentes. Certaines formes de soutien suggérées sont couvertes par des activités et ressources existantes fournies par le Secrétariat de la Convention, comme décrit ci-dessous.

90. Le groupe d'experts a également exploité l'enquête pour recueillir des informations sur les ressources de l'article 19, y compris celles identifiées par le Secrétariat de la Convention dans son rapport FCTC/COP/10/12, qui pourraient aider les Parties à le mettre en œuvre. Selon les réponses à l'enquête, il serait utile de disposer d'informations sur la manière dont chaque ressource spécifique pourrait être utilisée pour mettre en œuvre l'article 19. En conséquence, le groupe d'experts a dressé une liste non exhaustive des ressources existantes annotées et liées à l'article 19 (qui figure à l'annexe 1 de ce rapport).

### ***Échange d'informations et coopération internationale***

91. Selon les réponses à l'enquête, il est nécessaire d'accroître la coopération entre les Parties en renforçant l'établissement de rapports périodiques sur l'application de l'article 19 et l'échange de données d'expérience, par exemple en rendant compte des progrès et de l'état d'avancement de l'application de l'article 19. Une Partie a également indiqué qu'il serait utile d'encourager un dialogue plus approfondi entre les Parties, les organisations internationales et la société civile sur la responsabilité environnementale de l'industrie du tabac, en vue de faire progresser l'application de l'article 19.

## **Autres approches en matière d'échange d'informations et de coopération internationale**

### ***Mécanismes d'entraide judiciaire internationale et lois au bras long pour accroître la portée juridique transfrontière***

92. L'article 19.2 oblige les Parties à coopérer entre elles pour échanger des informations, y compris des informations sur la législation et la réglementation en vigueur, ainsi que sur la jurisprudence applicable. Aux termes de l'article 19.3, les Parties acceptent de s'accorder une assistance juridique mutuelle pour toute procédure judiciaire relative à la responsabilité civile et pénale, selon qu'il conviendra et d'un commun accord. Le groupe d'experts a examiné plusieurs mécanismes possibles permettant aux Parties engagées dans des procédures ou anticipant d'engager des procédures en matière de responsabilité civile et/ou des enquêtes pénales liées au secteur du tabac afin d'envisager ce qui pourrait constituer une assistance transfrontière – par exemple ordonner la production de documents, ordonner l'interrogatoire de témoins et, dans certains contextes de responsabilité pénale, l'extradition de personnes devant faire l'objet de poursuites pénales.

93. Selon le groupe d'experts, il est également important que les Parties puissent accéder aux tribunaux étrangers pour poursuivre les sociétés mères productrices de tabac sur le lieu du siège, ou pour poursuivre la société mère dans la juridiction où le préjudice a eu lieu ; il est en outre essentiel qu'elles puissent faire exécuter les jugements au-delà des frontières, y compris contre les sociétés mères productrices de tabac. Il importe aussi que les Parties facilitent ces aspects extraterritoriaux dans le cadre de l'exécution de leurs obligations au titre de l'article 19.

94. En ce qui concerne la responsabilité pénale, les traités bilatéraux, tels que les traités d'entraide judiciaire, peuvent aider dans le cadre de poursuites pénales extraterritoriales.<sup>89</sup> Pour les Parties, ces mécanismes juridiques peuvent constituer des outils puissants lorsque les sociétés productrices de tabac détiennent des informations utiles en dehors de la juridiction d'une Partie et seraient par ailleurs hors de portée dans le cadre de procédures civiles et/ou pénales nationales. De plus, les lois nationales autorisant la « juridiction au bras long » et la responsabilité directe étrangère pourraient créer des voies permettant de tenir les sociétés transnationales pour responsables de violations des lois anticorruption, telles que la *Bribery Act* du Royaume-Uni (examinée au paragraphe 40) ou la *Foreign Corrupt Practices Act* des États-Unis.

95. En ce qui concerne les affaires civiles, la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale (Convention Preuves, La Haye)<sup>90</sup> et la législation nationale en vigueur sont des instruments qui pourraient permettre aux Parties engagées dans un litige de demander de l'aide pour obtenir des éléments de preuve situés dans d'autres juridictions. Par exemple, une loi des États-Unis (État non-Partie) permet à un tribunal étranger ou à une personne intéressée, dans une procédure judiciaire non basée aux États-Unis, d'obtenir des communications préalables depuis les États-Unis pour les utiliser dans la procédure en dehors des États-Unis.<sup>91</sup>

### ***Déclaration et communication d'informations de la part de l'industrie du tabac et échange de ces informations par les Parties***

96. Il est essentiel d'établir dans la loi des exigences en matière de déclaration et de communication d'informations, de la part de l'industrie du tabac, pour permettre l'application effective de certaines dispositions de la législation sur la lutte antitabac. Cependant, de nombreuses juridictions n'ont pas la possibilité de s'appuyer sur des dispositions exhaustives précisant l'éventail des informations que les personnes ou les entités liées à l'industrie du tabac devraient communiquer, ni sur des organismes autorisés à recueillir et à utiliser ces informations. Le fait de ne pas exiger transparence et communication de la part de l'industrie du tabac pourrait également entraîner un manque d'informations précises sur l'ampleur des dommages qu'elle cause, ce qui compromet considérablement la capacité de recouvrer légalement ces coûts.

<sup>89</sup> Le groupe d'experts a relevé un cas survenu en 2001, dans lequel le Canada a réussi à obtenir des assignations à comparaître afin de demander le témoignage de deux résidents des États-Unis, dans le cadre d'une enquête sur la contrebande de tabac et en vertu du traité d'entraide judiciaire entre les États-Unis et le Canada ([In re: Request from Canada pursuant to the treaty between the United States of America and Canada on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters, 155 F. Supp. 2d 515, \(2001\)](#)) (consulté le 30 mai 2025), où, en réponse aux demandes d'assignation à comparaître du Canada, les résidents des États-Unis ont présenté une requête en annulation, faisant valoir que la communication demandée ne serait pas permise en vertu des lois canadiennes sur la communication préalable. Le commissaire nommé (au nom des États-Unis et, par conséquent, du Canada) a fait valoir que les lois canadiennes sous-jacentes sur la communication préalable n'étaient pas pertinentes. Le tribunal de district des États-Unis, M.D. North Carolina, a rejeté la requête en annulation, soulignant que le traité bilatéral visait à soutenir l'entraide judiciaire internationale, tandis qu'un tribunal canadien pourrait déterminer l'admissibilité des renseignements obtenus à une étape ultérieure, dans le cadre de futures procédures canadiennes.

<sup>90</sup> [Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale](#). New York, Organisation des Nations Unies, 1970 (consulté le 30 mai 2025).

<sup>91</sup> [28 U.S. Code § 1782 – Assistance to foreign and international tribunals and to litigants before such tribunals](#) (consulté le 30 mai 2025).

97. Plusieurs directives d'application de la Convention-cadre de l'OMS comprennent des communications obligatoires de la part de l'industrie du tabac et des recommandations pour l'accès public à certaines informations – qui sont particulièrement importantes pour l'échange d'informations entre les Parties et la coopération internationale en matière de responsabilité ; il s'agit notamment des directives pour l'application des articles 5.3, 6, 9, 10 (en partie) et 13. Ces communications d'informations incluent l'obligation pour l'industrie du tabac de soumettre à l'autorité compétente certains renseignements sur l'enregistrement des entités commerciales, la production de tabac, la fabrication de produits du tabac, la part de marché, les dépenses de commercialisation, les recettes et les activités telles que les activités des groupes de pression, les efforts de responsabilité sociale des entreprises (le cas échéant) et les contributions politiques. Le groupe d'experts a noté que l'adoption de mesures prévoyant l'obligation de communiquer les flux financiers liés à l'industrie du tabac, les sanctions à l'encontre d'une entreprise, les structures d'entreprise et les investissements aiderait davantage les Parties à détecter et contrer les efforts de l'industrie du tabac visant à échapper aux régimes de responsabilité applicables ou à saper la lutte antitabac. Le personnel de direction ou d'administration pourrait également être tenu de soumettre une déclaration et, sous peine de parjure, de vérifier et d'attester de l'exactitude des informations déclarées.

98. Malgré des directives claires sur les différents types de communication d'informations, y compris les directives d'application, la législation obligeant l'industrie du tabac à communiquer des informations aux autorités gouvernementales reste limitée.<sup>92</sup> Le groupe d'experts a également noté que quelques Parties seulement ont mis en œuvre une loi sur l'enregistrement des groupes de pression,<sup>93</sup> et qu'un nombre encore inférieur exige la déclaration des contributions politiques. Le groupe d'experts a examiné des exemples de législation exigeant la communication d'informations de la part de l'industrie du tabac : Chili,<sup>94</sup> France<sup>95</sup> et Thaïlande.<sup>96</sup>

## **Formulation d'options permettant aux Parties de détecter et de contrer les efforts de l'industrie du tabac visant à échapper aux régimes de responsabilité applicables ou à saper la lutte antitabac**

99. Le groupe d'experts reconnaît qu'il existe un chevauchement considérable entre, d'une part, les efforts déployés par l'industrie du tabac pour se soustraire à la responsabilité et d'autre part, les obstacles à l'établissement de la responsabilité qui ont été examinés dans le rapport du précédent groupe d'experts (FCTC/COP/6/8). Il n'est pas surprenant que les tactiques utilisées dans le secteur du tabac pour retarder et prolonger les litiges, en soulevant des défis et en formulant des recours de nature juridictionnelle, constitutionnelle et procédurale, aient toutes pour effet d'allonger la durée des procédures, d'épuiser les ressources des gouvernements, des organismes de réglementation ou des parties privées qui intentent des actions ou des poursuites contre l'industrie, et d'accroître la probabilité que la procédure soit annulée ou réglée sur des fondements techniques, sans tenir compte du fait que l'industrie puisse être responsable

---

<sup>92</sup> [Banque de ressources sur l'ingérence de l'industrie du tabac](#) (consulté le 30 mai 2025).

<sup>93</sup> [Handbook on the implementation of WHO FCTC Article 5.3: policies and practices that protect against tobacco industry interference](#). Bangkok, Centre mondial pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac, 2021 (consulté le 30 mai 2025).

<sup>94</sup> [Ley 20730 - Regula el lobby y las gestiones que representen intereses particulares ante las autoridades y funcionarios](#) [Loi n° 20730 de mars 2014 réglementant le travail d'influence et les actions représentant des intérêts privés auprès des autorités et des fonctionnaires] (en espagnol) (consulté le 30 mai 2025).

<sup>95</sup> [France - Ordonnance n° 2016-623 du 19 mai 2016 portant transposition de la directive 2014/40/UE sur la fabrication, la présentation et la vente des produits du tabac et des produits connexes](#) (consulté le 30 mai 2025).

<sup>96</sup> [Loi du 5 avril 2017 sur le contrôle des produits du tabac](#) (traduction non officielle) (consulté le 30 mai 2025).

de sa conduite, sur le plan civil ou pénal. Ces tactiques ne seront pas répétées ici. Cependant, il est utile de tenir compte des obstacles à l'établissement de la responsabilité pénale et civile, tels que rapportés par les réponses à l'enquête.

### **Synthèse des réponses à l'enquête sur la mise en œuvre de l'article 19 en ce qui concerne les obstacles à l'établissement de la responsabilité pénale et civile**

100. Les réponses à l'enquête identifient plusieurs obstacles propres à l'établissement de la responsabilité pénale de l'industrie du tabac. En ce qui concerne la législation antitabac, les carences dans l'application des mesures existantes applicables, la lenteur du processus de promulgation de nouvelles lois et l'application extraterritoriale de la législation ont été identifiées comme des défis. Parmi les obstacles liés aux actions en responsabilité pénale, on peut citer également le manque d'engagement de la part des procureurs à intenter des actions pénales, et le fait que le grand nombre d'affaires en souffrance et les retards dans le règlement des affaires existantes pourraient constituer, pour les plaideurs, un obstacle majeur à l'obtention de décisions sur le fond.

101. Les réponses à l'enquête ont indiqué une série de raisons expliquant la mise en œuvre limitée de l'article 19 en ce qui concerne la responsabilité civile, et l'inexistence de procédures civiles, fructueuses ou non, contre l'industrie. Les raisons invoquées comprenaient :

- a) une sensibilisation insuffisante à l'article 19 et aux outils de sa mise en œuvre ;
- b) le fait que la mise en œuvre exige beaucoup de ressources, nécessite une coopération entre plusieurs organismes et n'est pas prioritaire – en particulier pour les ministères de la santé, qui prennent souvent l'initiative des mesures de lutte antitabac ;
- c) les difficultés d'accès aux tribunaux dans de nombreux pays, car il est difficile d'obtenir des fonds ou une représentation juridique pour les procédures, très coûteuses et nécessitant des preuves factuelles et des données d'experts détaillées, ainsi que de traiter rapidement les affaires en raison des exigences procédurales et des dossiers en attente ; et
- d) le pouvoir et l'influence de l'industrie du tabac, ce qui signifie qu'elle peut utiliser les tribunaux pour ralentir les procédures, soulever des détails techniques pour éviter les décisions sur le fond, et même utiliser les tribunaux pour contrecarrer les politiques de lutte antitabac ; en outre, le pouvoir et l'influence de l'industrie du tabac peuvent également réduire le soutien du public aux procédures dans certains pays et influencer la position de la justice à l'égard de l'industrie et des fumeuses/fumeurs ou anciennes fumeuses/anciens fumeurs cherchant à obtenir une indemnisation.

### **Efforts déployés par l'industrie du tabac pour se soustraire à sa responsabilité ou saper la lutte antitabac et approches visant à contrer ces efforts**

102. Conformément à son mandat, le groupe d'experts s'est également penché sur les tactiques de l'industrie du tabac en dehors des litiges, visant à se soustraire à sa responsabilité. Il s'agit notamment de l'utilisation d'autres procédures juridiques permettant de limiter le montant de l'indemnisation qu'une entreprise doit payer (même si elle est jugée responsable), par la voie de restructurations d'entreprises et de restructurations de la dette, y compris grâce à des procédures d'insolvabilité. Il s'agit également d'efforts en matière de travail d'influence et de contentieux, visant à prévenir les mesures de lutte antitabac ou à saper les mesures existantes et, plus fondamentalement, de pratiques commerciales corrompues visant à réduire le risque que les tribunaux la tiennent pour responsable et/ou que les organismes de réglementation prennent des mesures contre elle.

103. L'un des aspects ironiques de ces tactiques de soustraction à la responsabilité est que les poursuites contre l'industrie du tabac (du type de celles que l'article 19 est destiné à promouvoir)

ont toujours été un mécanisme efficace pour dénoncer ces pratiques frauduleuses. Le jugement historique et les conclusions de la Cour de district de Columbia dans l'affaire États-Unis c. Philip Morris *et al.*<sup>97</sup> – fondés sur la vaste communication de documents internes de l'industrie du tabac et d'importants témoignages (lancement d'alerte) de personnes au sein de l'industrie du tabac – décrivent des détails accablants de la fraude commise par l'industrie du tabac pendant des décennies pour discréditer le consensus scientifique sur les conséquences néfastes du tabagisme sur la santé ; pour dissimuler les risques pour la santé et semer la confusion dans l'esprit du public à ce propos ; pour dissuader les gouvernements d'introduire des mesures de lutte antitabac plus strictes ; et, peut-être l'élément le plus notable, pour commercialiser agressivement un produit hautement addictif et mortel en tant qu'accessoire d'un style de vie raffiné pour la jeune génération. De même, les conclusions de la Cour supérieure du Québec concernant la conduite des sociétés productrices de tabac, qui ont été confirmées en appel, ont révélé la tromperie des défenseurs du secteur du tabac canadien. Comme l'a déclaré la Cour :

En choisissant de ne pas informer les responsables de la santé publique de ce qu'elles savaient et de ne pas le communiquer directement au public, les compagnies ont fait passer les profits avant la santé des consommateurs. Peu importe ce que l'on peut en dire d'autre, ce choix est manifestement une faute des plus graves, dont il faut tenir compte dans la détermination des dommages-intérêts punitifs.<sup>98</sup>

104. Le groupe d'experts estime qu'il est urgent d'accroître la transparence et de prendre d'autres mesures pour protéger la politique gouvernementale de lutte antitabac contre l'ingérence de l'industrie du tabac, conformément à l'article 5.3 et aux directives liées à son application. Les moyens d'y parvenir sont énoncés dans la section des recommandations au paragraphe 155.

105. Il n'est pas possible, dans ce rapport, d'examiner toutes les différentes façons dont l'industrie du tabac cherche à entamer les efforts de lutte antitabac. Parmi ces actions, notons le travail d'influence direct et indirect par l'intermédiaire de groupes de façade et d'alliés, y compris par les voies diplomatiques ; menacer les gouvernements d'intenter des poursuites judiciaires pour contrecarrer les mesures de lutte antitabac envisagées, comme le cas de l'Uruguay évoqué au paragraphe 88 ; intimider les partisans de la lutte antitabac ; tenter d'influencer les juges ; s'engager dans des initiatives en matière de responsabilité sociale d'entreprise, y compris des initiatives environnementales, sociales et de gouvernance ; et investir dans des produits du tabac et à base de nicotine, et des entreprises en dehors de l'activité de cigarettier, y compris des sociétés pharmaceutiques ou de bien-être, afin d'obtenir un soutien politique et de susciter la perception erronée qu'elle n'est plus dans le secteur des cigarettes, mais qu'elle fait désormais partie de la solution à l'épidémie mondiale qu'elle a provoquée. Ces tactiques ont été bien documentées dans les cas cités ci-dessus, par l'OMS,<sup>99</sup> ainsi que par des publications à comité de lecture<sup>100</sup> et des plateformes surveillant les activités de l'industrie du tabac.<sup>101</sup>

<sup>97</sup> [États-Unis c. Philip Morris USA Inc. \(9F. Supp. 2d 1, 2006 U.S. Dist. LEXIS 57759\)](#) (consulté le 30 mai 2025).

<sup>98</sup> Jugement du juge Brian Riordan de la Cour supérieure du Québec dans l'affaire [Létourneau & Blais c. JTM, ITL & RBH](#), paragraphe 239 (consulté le 30 mai 2025).

<sup>99</sup> OMS, unité Lutte antitabac, Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. [Tobacco industry interference with tobacco control](#). Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2008 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>100</sup> Alebshehy R, Silver K, Chamberlain P. [A “willingness to be orchestrated”: why are UK diplomats working with tobacco companies?](#) *Front Public Health*. 2023;11:977713 ; Matthes BK, Alebshehy R, Gilmore AB. [“They try to suppress us, but we should be louder”: a qualitative exploration of intimidation in tobacco control](#). *Global Health*. 2023;19:88 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>101</sup> [Tobacco Tactics](#). Université de Bath ; 2025 ; Hendlin YH, Le Han E, Ling PM. [Pharmaceuticalisation as the tobacco industry's endgame](#). *BMJ Glob Health*. 2024;9:e013866 ; [Pôle de connaissances de la Convention-cadre de l'OMS sur l'article 5.3. Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac](#) WHO FCTC ; 2025 (en anglais) ; Friedman LC. [Tobacco industry use of judicial seminars to influence rulings in products liability litigation](#). *Tob Control*. 2006;15(2):120–4 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).



106. Une définition large des tactiques de soustraction à la responsabilité pourrait inclure tout ce qui vise à empêcher qu'une action en justice soit intentée contre l'industrie du tabac et, le cas échéant, à empêcher que de telles actions n'aboutissent, ou à limiter la responsabilité si une action est couronnée de succès. Il n'est pas possible, dans ce rapport, d'aborder toutes ces tactiques. Ce document met plutôt l'accent sur la définition standard et juridique de « se soustraire à » – à savoir esquiver d'une manière malhonnête voire peu convenable – dans le cadre de l'examen des tactiques de l'industrie du tabac pour se soustraire à sa responsabilité.

### **Destruction d'éléments de preuve pour éviter toute responsabilité**

107. Il est bien connu – en grande partie à la suite d'actions en responsabilité – que pendant des décennies, l'industrie du tabac a détruit des documents internes sensibles qui montraient sa connaissance des conséquences néfastes du tabagisme sur la santé et de la nature dépendogène de la nicotine, ainsi que ses stratégies de commercialisation, y compris la publicité des produits du tabac auprès des jeunes. Cette destruction avait pour but d'éviter la communication de ces éléments de preuve dans le cadre de futures procédures judiciaires contre l'industrie du tabac. Dans son rapport, le précédent groupe d'experts avait suggéré que les Parties pourraient créer des infractions pénales pour la destruction de documents et d'autres éléments de preuve par l'industrie du tabac au cours ou en prévision de procédures judiciaires.<sup>102</sup> De telles lois devraient également exiger des personnes ayant participé à la destruction d'éléments de preuve qu'elles indemnisent toute personne dont les requêtes ou les causes d'action sont affectées par cette destruction.

### **Actifs hors de portée des juridictions nationales**

108. Dans le litige canadien décrit aux paragraphes 49 à 59, chacune des sociétés productrices de tabac a adopté des structures organisationnelles et des pratiques financières qui ont eu pour effet de mettre les espèces et d'autres actifs financiers hors de la portée des tribunaux canadiens. Préalablement aux procédures d'insolvabilité, les trois principales parties défenderesses du secteur du tabac avaient transféré des bénéfices canadiens à des sociétés affiliées dans d'autres pays durant plusieurs dizaines d'années, durée caractérisant la procédure intentée contre elles.<sup>103</sup> La Cour d'appel du Québec a confirmé les dommages et intérêts punitifs imposés à Japan Tobacco pour ses transactions financières, qui ont été décrites comme une façon de « se mettre à l'abri de ses créanciers ». <sup>104</sup>

109. Les entités mères de leurs activités canadiennes en propriété exclusive avaient été jointes à titre de défenderesses dans les requêtes provinciales pour le recouvrement du coût des soins de santé, et le règlement de ces requêtes a nécessité des engagements de la part des sociétés mères. L'un des principaux résultats des poursuites a été la perte de recettes pour les sociétés mères, provenant de leurs activités canadiennes. Aucun bénéfice n'a été versé pendant les six années de protection en cas d'insolvabilité, et la redirection de leurs bénéfices vers les gouvernements servira à financer les indemnisations. Toutefois, les entités mères n'ont pas été tenues de verser des fonds supplémentaires au règlement canadien, limitant la valeur du règlement aux recettes générées par les ventes au Canada.

---

<sup>102</sup> FCTC/COP/6/8, annexe 3, paragraphes 44 à 47.

<sup>103</sup> [Imperial Tobacco Canada Ltée, c. Conseil québécois sur le tabac et la santé](#). 2015 QCCA 1737, paragraphe 52 (où il est dit que le fait de continuer à distribuer des bénéfices à l'extérieur de la juridiction à ce stade est, au mieux fallacieux et au pire, de mauvaise foi) (consulté le 3 juillet 2025).

<sup>104</sup> [Imperial Tobacco Canada Ltée, c. Conseil québécois sur le tabac et la santé](#). 2019 QCCA 358, paragraphes 1156 à 1163 (consulté le 3 juillet 2025).

110. L'action du Brésil en matière de recouvrement du coût des soins de santé, décrite aux paragraphes 46 à 48, cible à la fois les filiales nationales et les sociétés mères internationales des groupes BAT et Philip Morris. L'inclusion des sociétés mères en tant que parties défenderesses reflète le caractère intégré de ces groupes de sociétés, où la prise de décision et l'affectation des bénéfices sont centralisées au niveau du siège. En tenant pour responsables à la fois les entités locales et mondiales, l'action du Brésil vise à s'attaquer aux actions coordonnées qui perpétuent les dommages au-delà des frontières. En œuvrant pour l'application des lois sur la responsabilité civile aux sociétés mères, le Brésil cherche à relever les défis mondiaux posés par les sociétés transnationales qui tirent profit de produits nocifs tout en externalisant les coûts sanitaires vers les sociétés.

111. Le groupe d'experts estime que les mesures relatives à la compétence judiciaire et à l'exécution des décisions identifiées au paragraphe 93 de la section sur la coopération mutuelle peuvent constituer un moyen efficace d'empêcher l'industrie du tabac de se soustraire à sa responsabilité en adoptant des structures d'entreprise qui mettent les actifs hors de portée des tribunaux nationaux.

112. La recherche d'une indemnisation auprès des sociétés mères est une stratégie procédurale tout à fait appropriée pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, et les Parties devraient envisager d'exercer une compétence extraterritoriale le cas échéant.<sup>105</sup> En outre, une coopération accrue entre les Parties dans la mise en œuvre de l'article 19 pourrait contribuer à lutter contre la stratégie de transfert d'actifs de l'industrie du tabac, y compris en assurant la coordination des litiges relevant de l'article 19 afin qu'il n'y ait pas de refuge permettant de dissimuler des actifs.

### **Utilisation des procédures d'insolvabilité pour réduire le montant des indemnisations versées par l'industrie du tabac**

113. Le recours à des procédures d'insolvabilité pourrait être décrit à la fois comme une acceptation de responsabilité et une tentative de la limiter. Dans le cadre de l'invocation des procédures d'insolvabilité, le requérant reconnaît qu'il est déjà tenu de payer des dettes – y compris par la voie d'actions en responsabilité – qu'il n'est pas en mesure de payer. Il s'agit d'une acceptation, par le débiteur demandeur, qu'il doit honorer certaines de ses obligations ou faire faillite et renoncer au moins à un certain contrôle de l'entreprise et/ou de ses finances pendant la durée de la procédure d'insolvabilité. C'est ce qui s'est produit lors du litige canadien. Les revenus accumulés par les sociétés productrices de tabac au cours du processus de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies ont été gelés jusqu'à ce que les plans de règlement visant à indemniser les créanciers demandeurs dans le litige lié au tabac soient approuvés.

114. D'autre part, le recours aux procédures d'insolvabilité permet aux sociétés productrices de tabac de tirer parti des lois qui visent à leur permettre de négocier leur retour à la rentabilité en réduisant leur responsabilité envers les créanciers. Le fait que la survie de l'entreprise constitue l'un des objectifs du droit de l'insolvabilité a été confirmé par la Cour supérieure de justice de l'Ontario lorsqu'elle a approuvé le règlement canadien. La Cour a conclu que les plans : a) proposaient un recouvrement significatif aux créanciers concernés, y compris chaque demandeur, ainsi qu'aux provinces et aux territoires ; b) exigeaient la création et le financement de la Fondation Cy-Près,

---

<sup>105</sup> Le groupe d'experts note également que l'inclusion des sociétés mères de BAT en tant que parties défenderesses dans le recouvrement du coût des soins de santé dans l'État du Minnesota (États-Unis), et ultérieurement dans le procès fédéral américain pour extorsion, a permis au public d'avoir accès, pour la première fois, à des informations sur les activités mondiales de l'entreprise et sur les efforts qu'elle déploie pour tromper les consommatrices et consommateurs et le public, et pour saper agressivement les efforts de lutte antitabac dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.



une fondation caritative publique américaine d'un milliard de dollars des États-Unis, destinée à procurer des avantages indirects à un groupe diversifié de victimes requérantes et au grand public ; et c) permettaient aux sociétés productrices de tabac de poursuivre leurs activités, ce qui profitera à leur personnel, leurs fournisseurs et autres parties prenantes.<sup>106</sup>

115. Garantir que les sociétés productrices de tabac soient en mesure de poursuivre leurs activités selon le principe de continuité d'exploitation n'est pas l'un des objectifs de l'article 19, ni d'aucune partie de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Il existe deux moyens principaux d'empêcher l'utilisation des procédures d'insolvabilité conçues pour permettre aux entreprises de retrouver la voie de la rentabilité et qui donneraient du poids aux intérêts des sociétés productrices de tabac en tant qu'entreprises en activité. Premièrement, les entités qui participent à la fabrication, à la commercialisation ou à la fourniture de produits du tabac pourraient se voir totalement interdire de recourir à des procédures d'insolvabilité. Deuxièmement, lorsque les sociétés productrices de tabac sont autorisées à recourir à ces procédures d'insolvabilité, le tribunal pourrait se voir accorder le pouvoir exprès de garantir que tout concordat est compatible avec les objectifs de santé publique – en particulier prévenir ou réduire la consommation de tabac, l'addiction nicotinique et l'exposition à la fumée du tabac – ainsi que le pouvoir d'octroyer des réparations non pécuniaires compatibles avec ces objectifs. Bien que le groupe d'experts reconnaisse qu'il s'agirait d'un traitement exceptionnel pour le secteur du tabac, le caractère exceptionnel des produits du tabac justifie un traitement différent dans les procédures d'insolvabilité. Afin d'éviter toute ambiguïté, ces recommandations ne s'étendraient pas aux procédures de faillite visant à gérer la distribution des actifs de l'entreprise à ses créanciers, dans le cadre de la liquidation.

116. L'article 19 reconnaît la valeur à la fois des procédures cherchant à réduire la consommation de tabac et l'exposition à la fumée du tabac, et des procédures visant à indemniser les victimes dans le cadre de cette consommation et de cette exposition. Dans le récent règlement canadien, par exemple, la poursuite des activités des entreprises fait partie du plan de règlement de sorte que les défendeurs sont en mesure de payer 32,5 milliards de dollars canadiens sur une période estimée à 20 ans, voire plus si les taux de prévalence et de consommation de tabac – et donc les revenus –, diminuent plus rapidement que prévu. Étant donné qu'il n'y a pas de date limite fixée pour le paiement de l'indemnité due, le règlement n'impose pas un niveau particulier de ventes de tabac futures par l'industrie ; il n'en demeure pas moins que le règlement est en partie financé par les ventes futures, ce qui continuera de causer des préjudices aux personnes qui consomment des produits du tabac et aux personnes exposées à la fumée de ces produits, et simultanément les prestataires de santé continueront d'en supporter la charge. La Cour canadienne a reconnu que l'autre possibilité au règlement par voie de médiation serait la liquidation ou la faillite des entreprises. Ce résultat conduit à ce qu'un nombre beaucoup plus important de victimes de l'industrie du tabac se retrouvent sans aucune indemnisation. En approuvant le plan de règlement, les créanciers des sociétés productrices de tabac ont accepté la poursuite des activités de ces dernières.

117. Les versements d'indemnités, issus de la vente de tabac, pourraient avoir une incidence sur les efforts visant à réduire la consommation de tabac et l'exposition à la fumée du tabac. Cependant, il est possible d'obtenir de l'industrie une indemnisation significative pour certaines victimes des dommages causés par le tabac, et d'exploiter les procédures judiciaires pour – ou s'assurer que les procédures n'empêchent pas – de nouvelles réductions de la consommation de tabac et de l'exposition à la fumée du tabac.

---

<sup>106</sup> [Numéro de dossier du greffe : CV-19-615862-00cl ; CV-19-616077-00cl ; CV-19-616779-00cl. Imperial Tobacco Canada Limited, 2025 ONSC 1358](#). Toronto, Cour supérieure de justice de l'Ontario, 2025, paragraphe 194 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

118. L'un des moyens de garantir que l'industrie du tabac dispose d'actifs suffisants pour s'acquitter de ses obligations, sans avoir à continuer de vendre des produits du tabac et à causer d'autres dommages, pourrait être de recourir à des ordonnances de gel.<sup>107</sup> Il s'agit d'ordonnances qui peuvent être rendues à tout moment avant ou pendant le litige, y compris après le jugement, pour empêcher les défendeurs de disposer d'actifs, ce qui aurait pour effet de rendre plus difficile pour le requérant l'exécution d'un jugement en sa faveur. Ces ordonnances s'appliquent de différentes manières dans des pays ayant des traditions juridiques différentes, mais l'objectif commun sous-jacent est de protéger l'intégrité des procédures judiciaires et la capacité d'un requérant à faire valoir son droit à indemnisation contre le défendeur. Il existe désormais des antécédents documentés de l'industrie du tabac qui transfère régulièrement des actifs à l'extérieur du territoire, même pendant qu'un procès est intenté contre elle, de sorte qu'elle n'est pas en mesure de s'acquitter de ses obligations telles que déterminées par un tribunal (comme le démontre l'expérience du Canada) ; aussi existe-t-il des motifs raisonnables de faire de l'utilisation des ordonnances de gel la norme dans toutes les procédures liées aux dommages causés par le tabac.

### **Autres solutions pour contrer les efforts visant à saper la lutte antitabac et à se soustraire à la responsabilité**

119. Une autre mesure susceptible d'être mise en œuvre par les Parties pour lutter contre les pratiques commerciales corrompues des sociétés productrices de tabac, qui compromettent la lutte antitabac et échappent à la responsabilité, est l'adoption de lois anticorruption robustes, d'application extraterritoriale. Les lois anticorruption, appliquées au Royaume-Uni, pourraient servir de modèle. Le pays érige en infraction le fait de corrompre un agent public étranger et, ce faisant, applique la loi du pays où la société est enregistrée, et non la loi du pays où la société se livre à des pratiques de corruption (où les systèmes juridiques sont souvent déficients). Il s'agit donc d'une mesure pratique que les pays à revenu élevé notamment, où les sociétés productrices de tabac ont souvent leur siège, peuvent mettre en place pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à lutter contre la corruption en général, et la corruption de l'industrie du tabac en particulier. La section sur la pratique en matière de responsabilité pénale examine les affaires ayant fait l'objet d'une enquête en vertu de la *Bribery Act* du Royaume-Uni (voir le paragraphe 40).

### **Possible élaboration d'une méthode permettant d'estimer ou de quantifier le coût des soins de santé supportés en conséquence de la consommation de tabac**

120. Le lien de causalité entre d'une part le tabagisme et, d'autre part, la maladie et le décès n'est pas scientifiquement mis en doute<sup>108</sup> et constitue l'une des pierres angulaires de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.<sup>109</sup> Cependant, l'établissement d'une causalité juridique a longtemps été un obstacle majeur à la responsabilisation civile ou pénale de l'industrie du tabac pour le préjudice qu'elle cause.<sup>110</sup> Au cours des négociations de la Convention-cadre de l'OMS, l'organe intergouvernemental de négociation a abordé les enjeux inhérents à la responsabilité et

<sup>107</sup> Parfois appelée ordonnance de conservation d'actifs ou, dans les pays de common law, injonction Mareva, d'après l'affaire anglaise [Mareva c. International Bulk Carriers SA \[1980\] 1 All ER 213](#) (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>108</sup> [The health consequences of smoking – 50 years of progress. A Report of the Surgeon General](#). Atlanta (GA), Centers for Disease Control and Prevention, 2014 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>109</sup> Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, préambule, article 8.

<sup>110</sup> Max W, Tsoukalas T. [Economics on trial: the use and abuse of economic methods in third party tobacco litigation](#). *Tob Control*. 2006;15(Suppl 4):iv77–83 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

à l'indemnisation, y compris les aspects critiques concernant les preuves, la causalité et les défis épidémiologiques dans les affaires de responsabilité liée au tabac.<sup>111</sup> Les discussions ont souligné que la preuve du lien de causalité dans les maladies liées au tabac présente des complexités considérables, notamment en raison des multiples facteurs qui peuvent contribuer à ces maladies,<sup>112</sup> plaidant en faveur de « la possibilité d'utiliser des données statistiques comme preuves des dommages causés par le tabac ». <sup>113</sup>

121. Selon le précédent groupe d'experts, il convient de déterminer l'indemnisation des pouvoirs publics, des prestataires de santé ou d'autres organismes de financement sur la base de données statistiques, épidémiologiques ou d'autres éléments de preuve scientifiques sans avoir à prouver le lien de causalité pour chaque bénéficiaire des soins de santé.<sup>114</sup> Le groupe a relevé des difficultés communes à plusieurs juridictions en ce qui concerne la preuve du lien de causalité dans les actions en responsabilité civile, notamment « une réticence de la part des organes judiciaires à admettre, et/ou à permettre aux Parties de se fonder sur les preuves des conséquences [...] en vue d'établir un lien de causalité », <sup>115</sup> et a recommandé l'adoption d'une loi-cadre permettant aux Parties d'intenter des actions en recouvrement du coût des soins de santé, avec des dispositions permettant d'établir le lien de causalité et les dommages en utilisant des données statistiques et sociologiques, sans référence pour chaque patiente ou patient.<sup>116</sup> En outre, le groupe a préconisé l'adoption de « règles de preuve et d'irrecevabilité qui permettent aux requérants de s'appuyer sur les conclusions rendues ou les témoignages donnés, dans les affaires antérieures liées au tabac, y compris dans d'autres juridictions ». <sup>117</sup>

122. Sur la base de ces conclusions et du mandat de ce groupe d'experts, le présent rapport fournit une évaluation des méthodes utilisées pour quantifier le coût des soins de santé supportés en conséquence du tabagisme, et cherche à réduire les lacunes dans les connaissances<sup>118</sup> qui peuvent empêcher les tribunaux d'utiliser et d'accorder la juste valeur aux connaissances scientifiques disponibles comme fondement pour quantifier ces coûts.

### **Synthèse des réponses à l'enquête concernant l'utilisation de données épidémiologiques et statistiques dans les affaires en responsabilité en vue d'établir le lien de causalité**

123. Les réponses à l'enquête ont mentionné plusieurs études évaluant la charge économique de la consommation de tabac sur les systèmes de santé et les sociétés. Les études recensées incluaient plusieurs méthodes – la majorité d'entre elles utilisant une approche du coût de la

---

<sup>111</sup> Voir mise à jour du Secrétariat : consultation de l'OMS sur l'inclusion d'éventuelles dispositions concernant la responsabilité et l'indemnisation dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (document A/FCTC/INB2/5 Rev.1).

<sup>112</sup> Voir le paragraphe 16 du document A/FCTC/INB2/5 Rev.1.

<sup>113</sup> Voir le paragraphe 24 du document A/FCTC/INB2/5 Rev.1.

<sup>114</sup> Voir le paragraphe 18 de l'annexe 3 du document FCTC/COP/6/8.

<sup>115</sup> Voir le paragraphe 12 du document FCTC/COP/7/13.

<sup>116</sup> Voir le paragraphe 17 du document FCTC/COP/7/13.

<sup>117</sup> Voir le paragraphe 21 du document FCTC/COP/7/13.

<sup>118</sup> Il s'agit principalement de fournir des explications visant à rapprocher les concepts de causalité en épidémiologie, en statistique et en droit, et à démontrer l'utilisation potentielle des connaissances scientifiques dans les cas de recouvrement des coûts liés au tabac.

maladie<sup>119</sup> et une méthode de fraction attribuable,<sup>120</sup> ou d'autres approches de modélisation statistique économétrique.<sup>121</sup>

124. En outre, l'une des questions de l'enquête portait sur le fait de savoir si les systèmes judiciaires ou les lois applicables permettaient d'utiliser des données statistiques ou épidémiologiques pour établir un lien de causalité dans les affaires de recouvrement du coût des soins de santé ou d'autres affaires en responsabilité. Malgré le nombre de réponses confirmant l'existence d'une loi ou d'une pratique juridique permettant l'utilisation de telles données pour établir un lien de causalité, il n'y a eu que peu d'exemples concrets d'utilisation devant les tribunaux dans des litiges en lien avec l'industrie du tabac.

125. L'évaluation qualitative des réponses a démontré que les coûts des soins de santé liés à la consommation de tabac sont un thème bien étudié dans le monde entier, et que plusieurs méthodes pourraient fournir des éléments de preuve à utiliser dans les litiges concernant ces coûts. Le groupe d'experts a noté que la très grande majorité des études ne sont pas utilisées dans les litiges liés au tabac, selon les réponses à l'enquête.<sup>122</sup> Il y a plusieurs explications possibles à une telle sous-utilisation, notamment :<sup>123</sup>

- a) le fait que certaines études épidémiologiques et statistiques ne sont pas particulièrement conçues pour les litiges liés au tabac ;
- b) le langage spécialisé et technique utilisé dans les études, qui pourrait être difficile à expliquer aux juges et aux autres juristes ;
- c) l'ambiguïté concernant la possibilité donnée, par le système juridique, d'utiliser des données épidémiologiques ou statistiques pour établir le lien de causalité dans les affaires en responsabilité ;<sup>124</sup> et
- d) les limites, techniques et matérielles, à l'utilisation des méthodes existantes pour produire des données sur le coût des soins de santé supportés en conséquence de la consommation de tabac.

## **Méthodes d'estimation et de quantification du coût des soins de santé supportés en conséquence du tabagisme et leur application dans les litiges liés au tabac**

126. Le groupe d'experts a passé en revue les études applicables et analysé les méthodes d'estimation du coût des soins de santé liés au tabagisme. L'étendue des travaux a été divisée en trois

<sup>119</sup> Onukwugha E., McRae J., Kravetz A., Varga S., Khairnar R., Mullins, C. [Cost-of-illness studies: an updated review of current methods](#). *PharmacoEconomics*. 2015;34:43–58 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>120</sup> Mansournia M., Altman D. [Population attributable fraction](#). *BMJ*. 2018;360:k757 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>121</sup> Poirier D. [Reviewed Work: Econometric Models, Techniques, and Applications Michael D. Intriligator](#). *J Am Stat Assoc*. 1979;74(368):938–9 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>122</sup> Il convient de mentionner que plusieurs études citées par les réponses ont d'autres objectifs et ne pourraient pas être utilisées dans le cadre d'un litige. Cependant, même celles qui pouvaient faire état d'éléments de preuve étaient rarement utilisées à l'appui des affaires de recouvrement des coûts.

<sup>123</sup> Il est à noter que ces explications possibles reposent sur les réponses à l'enquête et les expériences et connaissances antérieures des experts.

<sup>124</sup> Plusieurs réponses à l'enquête n'étaient pas claires quant à la différence entre l'utilisation de données épidémiologiques et statistiques comme forme générale de preuve admise par les lois, par opposition à leur utilisation comme preuve pour établir le lien de causalité dans les litiges liés au tabac.

composantes principales. La première consistait à récapituler les principales méthodes d'estimation du coût des soins de santé liés au tabagisme, englobant à la fois les coûts directs et indirects. La deuxième consistait à examiner les éléments des différentes méthodes. La troisième consistait à analyser les méthodes, y compris leurs forces et leurs faiblesses, dans le but d'évaluer les méthodes existantes et la possibilité de les utiliser dans les procédures en matière de responsabilité civile.

## Examen des principales méthodes

127. Les principales méthodes d'estimation du coût des soins de santé liés au tabagisme comprennent l'approche du coût de la maladie, l'approche de la disposition à payer, les modèles de croissance à régression, les modèles d'équilibre général calculables et les modèles de simulation dynamique. Ces méthodes portent sur les coûts directs (comme les hospitalisations et les médicaments) et les coûts indirects (comme les frais de déplacement pour les traitements et la perte de productivité) des maladies liées au tabagisme ; il est possible de les utiliser, de différentes façons, dans les procédures en matière de recouvrement du coût des soins de santé.

## Approche du coût de la maladie

128. L'approche du coût de la maladie calcule le coût des soins de santé causés par la consommation de tabac en déterminant dans quelle mesure la charge financière d'une maladie peut être directement liée au tabagisme. Cette méthode débute par l'identification des maladies dont il est scientifiquement prouvé qu'elles sont causées par le tabagisme, telles que le cancer du poumon, la bronchopneumopathie chronique obstructive et la cardiopathie. Ces liens sont établis grâce à des décennies de recherche épidémiologique, y compris des études phares comme celles citées par le *Surgeon General* (chef du service fédéral de la santé publique des États-Unis), qui répertorient plus de 26 affections liées au tabagisme.<sup>125</sup> La méthode du coût de la maladie repose essentiellement sur le calcul de la fraction attribuable au tabagisme – une mesure qui quantifie la proportion d'un résultat en matière de santé (par exemple, l'incidence de la maladie, la mortalité ou le coût des soins de santé) directement lié au tabagisme. Il s'agit d'une pierre angulaire de l'estimation du fardeau sociétal du tabac ; elle est calculée à l'aide d'approches épidémiologiques ou économétriques, chacune comportant des différences de méthodologie et d'exigence en matière de données.

129. L'approche épidémiologique calcule la fraction attribuable au tabagisme à l'aide de données sur la prévalence du tabagisme et le risque relatif à l'échelle de la population, ainsi que d'une formule mathématique qui combine la prévalence des fumeurs actuels et anciens avec leurs risques relatifs respectifs, par rapport aux personnes n'ayant jamais fumé. L'approche économétrique permet d'estimer la fraction attribuable au tabagisme à l'aide de données individuelles (comme les demandes de remboursement des frais médicaux et les enquêtes) pour modéliser le surcoût des soins de santé pour les fumeurs. En comparant statistiquement le statut de fumeur dans les dépenses tout en contrôlant les facteurs de confusion (revenu, comorbidités), elle calcule la différence entre les coûts des fumeurs et une population hypothétique de non-fumeurs.

130. La méthode épidémiologique est l'approche courante, selon laquelle les chercheurs recueillent trois données essentielles : la prévalence du tabagisme (le pourcentage de fumeurs actuels et anciens dans une population), le risque relatif (dans quelle mesure les fumeurs sont plus susceptibles de développer une maladie par rapport aux non-fumeurs qui présentent des caractéristiques similaires en ce qui concerne l'âge, le sexe, les habitudes de consommation, etc.) et le coût total des soins de santé pour le traitement de chaque maladie liée au tabagisme. Une fois que la fraction attribuable au tabagisme est déterminée, elle est multipliée par le coût total

---

<sup>125</sup> [The health consequences of smoking – 50 years of progress. A Report of the Surgeon General](#). Atlanta (GA), Centers for Disease Control and Prevention, 2014 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

des soins de santé pour chaque maladie ; le résultat est le coût des soins de santé liés à la consommation de tabac, pour cette maladie, à l'échelle de la population. Ces calculs sont répétés pour toutes les maladies liées au tabagisme, et les résultats sont additionnés pour estimer la charge totale en matière de soins de santé.

131. Il est possible d'appliquer la méthode du coût de la maladie à l'aide d'une approche de prévalence qui permet d'estimer les coûts économiques du tabagisme au cours d'une seule année, en tenant compte de toutes les dépenses de soins de santé, des pertes de productivité et des décès attribuables aux maladies liées au tabagisme au cours de cette période, indépendamment du moment auquel les habitudes tabagiques ont commencé ou ont cessé ; ou à l'aide d'une approche par incidence, qui calcule les coûts totaux sur la durée de vie pour une cohorte de fumeurs, en projetant les dépenses futures en soins de santé, les pertes de productivité et les répercussions sur la mortalité au cours de leur vie.

### **Approche de la disposition à payer<sup>126</sup>**

132. L'approche de la disposition à payer est un modèle économétrique qui estime la valeur que les personnes accordent à l'amélioration de la santé ou à l'évitement des risques pour la santé. Elle se déroule en plusieurs étapes. Dans un premier temps, le résultat ou le risque pour la santé à évaluer (comme la réduction du risque de cancer du poumon de 10 %) est déterminé. Ensuite, il faut choisir entre les préférences révélées (observer des comportements réels, comme les choix d'emploi comportant différents risques pour la santé) et les préférences déclarées (à l'aide d'enquêtes avec des scénarios hypothétiques). Les questions des enquêtes sont conçues de façon à demander aux personnes interrogées combien elles paieraient pour le bénéfice défini. L'enquête est ensuite menée auprès d'un échantillon représentatif de la population, et les réponses sont analysées, en calculant les montants moyens de la disposition à payer et en procédant à un ajustement pour des facteurs tels que le revenu ou l'âge. Enfin, les évaluations individuelles sont combinées pour estimer la valeur économique totale du résultat en matière de santé pour l'ensemble de la population. Cette approche tient compte à la fois des coûts tangibles et intangibles, et fournit une mesure complète des conséquences économiques de la santé, susceptible d'éclairer les décisions stratégiques.

### **Modèles de croissance à régression<sup>127</sup>**

133. Les modèles de croissance à régression sont des modèles économétriques qui s'appuient sur l'analyse statistique des données pour tester les relations entre les variables. Ils étudient la façon dont les problèmes de santé (comme les maladies liées au tabagisme) affectent la croissance économique d'un pays. Ils utilisent des statistiques pour relier des facteurs, tels que les taux de maladies, aux variations du produit intérieur brut, exposant ainsi comment le personnel malade pourrait réduire la productivité.<sup>128</sup> Par exemple, une augmentation de 10 % des cancers du poumon pourrait être corrélée à une baisse de 0,5 % du produit intérieur brut. En appliquant ces approches de régression, il est possible de quantifier les effets du tabagisme sur la santé en vue d'éclairer les décisions stratégiques et d'évaluer l'efficacité des programmes.

---

<sup>126</sup> O'Brien B, Viramontes JL. [Willingness to pay: a valid and reliable measure of health state preference?](#) *Med Decis Making*. 1994;14(3):289–97 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>127</sup> Wacker KM, Beyer RCM, Moller LC. [Leveraging growth regressions for country analysis](#). Policy Research Working Paper ; 10751. Washington D.C., Banque mondiale, 2024 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>128</sup> Nargis N, Hussain AKMG, Asare S, Xue Z, Majmundar A, Bandi P *et al.* [Economic loss attributable to cigarette smoking in the USA: an economic modelling study](#). *Lancet Public Health*. 2022;7(10):e834–43 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).



### Modèles d'équilibre général calculables<sup>129</sup>

134. Les modèles d'équilibre général calculables sont des simulations macroéconomiques qui évaluent les interactions entre tous les secteurs économiques et offrent un moyen d'analyser les incidences économiques du tabagisme, y compris sur le produit intérieur brut, l'emploi, la productivité du travail et les pertes liées à la mortalité. Ils simulent la façon dont une politique de santé (comme les taxes sur le tabac) influence l'ensemble de l'économie, y compris l'emploi, les prix et les budgets publics. Ces modèles sont largement utilisés par des organisations telles que la Commission européenne, la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques, ainsi que par des organismes gouvernementaux, pour évaluer les effets potentiels des décisions stratégiques avant qu'elles ne soient mises en œuvre.

### Modèles de simulation dynamique<sup>130</sup>

135. Les modèles de simulation dynamique sont des simulations macroéconomiques qui projettent des tendances économiques et démographiques à grande échelle et à long terme. Ils prédisent les effets à longue échéance des tendances en matière de santé, comme le taux de tabagisme sur 50 ans. Ils suivent la propagation des maladies, le vieillissement de la population et l'accumulation des coûts. Par exemple, ils pourraient prévoir une augmentation de la facturation de soins de santé à mesure que les fumeuses et fumeurs développent des maladies chroniques.

## Évaluation des principales méthodes

136. La description ci-dessus montre que les méthodes existantes sont utilisées à des fins diverses et exploitent des concepts et des données très différents. Toutes les méthodes décrites reposent sur des éléments de preuve scientifiques. Cependant, lorsqu'on examine leur pertinence, il faut garder à l'esprit qu'elles sont conçues pour des objectifs précis, puisque le choix du cadre de modélisation est guidé par la question qui se pose.<sup>131</sup> Par conséquent, le groupe d'experts a évalué les méthodes sur la base de son mandat dans le contexte de l'article 19, qui concerne ici la responsabilité civile.

137. L'objectif était d'évaluer les méthodes en fonction de leurs objectifs, de leurs forces et de leurs faiblesses, et de déterminer si l'ensemble de ces éléments sont toujours applicables et valables dans un contexte juridique où le remboursement des coûts est réclamé par la voie de la responsabilité civile. Ce qui est parfois identifié comme une faiblesse dans une méthode pourrait devenir – dans un contexte juridique – une force, et inversement. Par exemple, certaines méthodes font l'objet de critiques parce qu'elles n'englobent pas tous les coûts directs et indirects dus au tabagisme, parce qu'elles ne quantifient pas les coûts intangibles comme la douleur et la souffrance ou encore l'incidence sur le bien-être et le temps libre.<sup>132</sup> D'autres sont jugées plus complètes et plus précises, car elles englobent les coûts éventuels – tangibles et intangibles –

<sup>129</sup> Cicowiez M, Cruces G, Falcone G, Puig J. [On the impacts of higher tobacco taxes in Argentina: a computable general equilibrium approach](#). *Tob Control*. 2024;33(Suppl 2):s115–21 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>130</sup> Vugrin ED, Rostron BL, Verzi SJ, Brodsky NS, Brown TJ, Choiniere CJ et al. [Modeling the potential effects of new tobacco products and policies: a dynamic population model for multiple product use and harm](#). *PLoS ONE*. 2015;10(3): e0121008 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>131</sup> [WHO guide to identifying the economic consequences of disease and injury](#). Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2009 (selon la publication, l'un des premiers principes de toute étude de calcul des coûts est de définir la perspective de l'analyse, car la manière dont les coûts doivent être mesurés dépend fondamentalement de la raison pour laquelle ils sont mesurés, c'est-à-dire de la question qui se pose) (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>132</sup> [Economics of tobacco toolkit: assessment of the economic costs of smoking](#). Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2011:13 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

de la consommation de tabac.<sup>133</sup> Sous des angles différents, ces méthodes cherchent à évaluer les coûts directs et indirects du tabac, bien qu'il semble impossible de tenir compte de tous les dommages causés par sa consommation.

138. De plus, l'utilisation de ce type de preuve devant les tribunaux doit tenir compte du fait que la plupart des actions en responsabilité civile intentées à ce jour dans différentes parties du monde ont porté sur les coûts financiers des soins de santé. Par conséquent, les modèles épidémiologiques permettant d'établir le lien de causalité, ainsi que les preuves statistiques qui quantifient les coûts associés, doivent être cohérents avec les règles de responsabilité qui précisent les catégories de préjudices indemnisables et désignent les parties indemnisées.<sup>134,135</sup> Par conséquent, malgré le nombre important d'études évaluant les coûts sanitaires du tabagisme en population, il semble n'exister que peu d'études dont la méthodologie est conçue aux fins spécifiques d'établir le lien de causalité dans les actions en responsabilité civile ; aussi une étude fournissant une estimation complète, mais délimitée de la charge macroéconomique de la maladie est-elle susceptible de représenter l'approche la plus favorable.

### **Rejet par les tribunaux des arguments de l'industrie du tabac contre les estimations du coût des soins de santé**

139. L'industrie du tabac a systématiquement critiqué, dans le cadre judiciaire, toutes les méthodes utilisées pour estimer le coût des soins de santé liés à la consommation de tabac, contestant principalement la causalité en faisant valoir que les études épidémiologiques reposent sur des données d'observation plutôt que sur des essais randomisés, et qu'elles n'établissent pas de lien certain entre le tabagisme et une maladie à l'échelle individuelle parce qu'elles ignorent les facteurs de confusion comme la consommation d'alcool ou la génétique. L'industrie du tabac a contesté les approches de données agrégées (telles que les modèles de coût de la maladie utilisant la fraction attribuable au tabagisme), affirmant qu'elles manquent de spécificité au niveau individuel et surestiment les coûts en omettant d'isoler la contribution unique du tabac. En outre, l'industrie du tabac s'est souvent appuyée sur l'argument dit de « l'intérêt du décès »,<sup>136</sup> affirmant que le décès prématuré des fumeuses et fumeurs réduit les coûts à long terme des pensions et de la prise en charge sociale et sanitaire dont bénéficient les personnes âgées. Par ailleurs, elle a critiqué les modèles économiques comme étant des « boîtes noires » trop complexes et sujettes à la manipulation.

140. En privilégiant la validité scientifique, les principes éthiques et la praticité juridique, les tribunaux ont toujours rejeté les contestations de l'industrie du tabac contre les méthodes de recouvrement du coût des soins de santé.<sup>137</sup> Les arguments de l'industrie du tabac contestant la

<sup>133</sup> [WHO guide to identifying the economic consequences of disease and injury](#). Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2009:96 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>134</sup> Wright R. [Causation in tort law](#). *California Law Review*. 1985;73(6):1735 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>135</sup> Parascandola M, Weed DL. [Causation in epidemiology](#). *J Epidemiol Community Health*. 2001;55:905–12 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>136</sup> Selon cette affirmation, si les personnes qui fument occasionnent des coûts de soins de santé, elles génèrent également des économies pour la société, car leur mort prématurée entraîne une réduction des versements de prestation retraite et des dépenses de soins de longue durée. Voir Zeger SL, Wyant T, Miller LS, Samet J. [Statistical testimony on damages in Minnesota v. Tobacco Industry](#). Dans : Gastwirth JL, éditeur. *Statistical science in the courtroom. Statistics for Social Science and Public Policy*. New York, NY : Springer ; 2000 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>137</sup> Max W, Tsoukalas T. [Economics on trial: the use and abuse of economic methods in third party tobacco litigation](#). *Tob Control*. 2006;15(Suppl 4):iv77–83 ; Zeger SL, Wyant T, Miller LS, Samet J. [Statistical testimony on damages in Minnesota v. Tobacco Industry](#). Dans : Gastwirth JL, éditeur. *Statistical science in the courtroom. Statistics for Social Science and Public Policy*. New York, NY : Springer ; 2000 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).



causalité – tels que les affirmations selon lesquelles les études épidémiologiques d’observation ne peuvent pas établir de lien certain entre le tabagisme et les maladies à l’échelle individuelle ou que la causalité juridique ne peut être établie à l’aide de données épidémiologiques et statistiques – sont généralement rejetés en raison d’un consensus scientifique établi.

141. Les juges reconnaissent que les données probantes en population, comme la fraction attribuable au tabagisme issue des études de cohorte, sont fiables et suffisantes pour prouver le lien de causalité dans la responsabilité de masse, comme dans les affaires telles que *Blue Cross and Blue Shield of New Jersey c. Philip Morris, Inc., et. al.* (2000-2001)<sup>138</sup> et *British Columbia c. Imperial Tobacco Canada, Ltd.* (2005).<sup>139</sup> Les tribunaux rejettent également catégoriquement l’argument de l’industrie du tabac selon lequel le décès prématuré des personnes qui fument réduit les coûts de prestations retraite ou santé. En rejetant cet argument injustifiable sur le plan éthique, ils soulignent ainsi que la vie humaine ne peut être monétisée comme une mesure d’économie.<sup>140</sup> Les contestations relatives aux modèles de données agrégées, telles que les allégations en lien à la surestimation des coûts ou au manque de fiabilité des méthodologies de « boîte noire », sont rejetées par les tribunaux. Ces derniers reconnaissent la validité scientifique et juridique de l’utilisation d’« approximations raisonnables » dans les affaires à grande échelle, où le suivi de chaque personne qui fume est jugé peu pratique, disproportionné et parfois peu fiable.<sup>141</sup>

142. Les décisions de justice ont également rejeté les arguments de l’industrie sur les avantages économiques du tabac (comme le fait que les dépenses de santé stimuleraient le produit intérieur brut) en mettant en évidence les coûts d’option – les ressources réorientées pour traiter les maladies évitables pourraient par ailleurs financer des investissements productifs comme l’éducation. L’une des caractéristiques de ces décisions est la reconnaissance de la valeur des méthodes examinées par les pairs, le respect de l’éthique en santé publique et la nécessité pratique de disposer d’un regroupement de preuves dans les litiges de masse. En défendant des modèles épidémiologiques et économétriques rigoureux et en rejetant parallèlement les critiques des défenseurs de l’industrie du tabac comme étant scientifiquement et moralement erronées, les tribunaux ont contribué à faire en sorte que les demandes de recouvrement du coût des soins de santé liés au tabac s’alignent sur le bien-être sociétal et les normes juridiques.<sup>142</sup>

### **L’approche méthodologique du coût de la maladie comme moyen direct de quantifier le coût des soins de santé dans les procédures en recouvrement**

143. Une fois les principales méthodes évaluées, le groupe d’experts a estimé que la méthode du coût de la maladie, fondée sur un cadre épidémiologique et une approche de prévalence, était

<sup>138</sup> [Blue Cross & Blue Shield of New Jersey, Inc. v. Philip Morris, Inc., 178 F. Supp. 2d 198, 208 \(E.D.N.Y. 2001\)](#) (énonçant que la preuve statistique, combinée à d’autres éléments de preuve, constitue une approche probante nécessaire et pragmatique dans cette affaire et dans d’autres affaires en responsabilité massive, qu’elle est conforme aux droits constitutionnels des défendeurs et juridiquement suffisante pour étayer les revendications du demandeur en vertu du droit de l’État) (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>139</sup> [British Columbia v. Imperial Tobacco Canada Ltd. 2005 SCC 49](#) (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>140</sup> Zeger SL, Wyant T, Miller LS, Samet J. [Statistical testimony on damages in Minnesota v. Tobacco Industry](#). Dans : Gastwirth JL, éditeur. *Statistical science in the courtroom. Statistics for Social Science and Public Policy*. New York, NY : Springer, 2000 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>141</sup> Max W, Tsoukalas T. [Economics on trial: the use and abuse of economic methods in third party tobacco litigation](#). *Tob Control*. 2006;15(Suppl 4):iv77–83 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>142</sup> Max W, Tsoukalas T. [Economics on trial: the use and abuse of economic methods in third party tobacco litigation](#). *Tob Control*. 2006;15(Suppl 4):iv77–83 ; Jung M. [A legal and epidemiological consideration of the causal relationship between tobacco and lung cancer](#). *Asian Pac J Cancer Prev*. 2021;22(9):2723–7 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

appropriée pour quantifier les préjudices dans les procédures en recouvrement du coût des soins de santé, en particulier si elle était conçue pour indemniser les coûts directs. Elle utilise le cadre épidémiologique et l'analyse fondée sur la prévalence pour estimer les coûts des soins de santé liés au tabagisme en déterminant la proportion de maladies – et les dépenses associées – causées par le tabagisme ; elle fournit ainsi un moyen simple, par étapes et transparent, de quantifier les préjudices dans un format adapté à un contexte juridique.

144. En appliquant cette méthode, les chercheurs identifient d'abord les maladies dont il est scientifiquement prouvé qu'elles sont causées par le tabagisme, la causalité étant étayée par des décennies de recherche épidémiologique. Ensuite, la fraction attribuable au tabagisme est calculée en vue de déterminer le pourcentage des coûts totaux d'une maladie attribuable au tabagisme. Enfin, l'approche de prévalence applique cette fraction attribuable au tabagisme aux coûts annuels des soins de santé pour chaque maladie liée au tabac, obtenus à l'aide des dossiers médicaux ou d'autres formes de mesure des dépenses de santé. Par exemple, si la fraction attribuable au tabagisme démontre que 83 % des coûts du cancer du poumon dans cette population sont causés par le tabac, et qu'un pays dépense 1 milliard de dollars des États-Unis par an pour le traitement de ce cancer, le tabagisme représente 830 millions USD de ces coûts. Ce processus est répété pour toutes les maladies liées au tabac et évaluées, et les résultats sont additionnés pour estimer la charge annuelle du tabagisme en matière de soins de santé. Contrairement aux modèles plus complexes relatifs à la durée de vie, l'approche de prévalence est axée sur les coûts encourus au cours d'une seule année : elle utilise des données généralement disponibles comme les dossiers hospitaliers, les dépenses médicamenteuses ou d'autres sources valables, puis les multiplie par le pourcentage des coûts causés par le tabagisme.

145. La méthode du coût de la maladie, assortie de ces paramètres, s'aligne sur les normes juridiques en vue de prouver la causalité juridique de plus d'une façon. Premièrement, elle établit la causalité générale en démontrant le rôle avéré du tabagisme dans le risque accru de maladie (par exemple, par des valeurs de risque relatif qui peuvent être adaptées à partir de recherches menées dans d'autres pays ou régions)<sup>143</sup> sous une forme qui a été jugée utile dans les procédures. À titre d'exemple, les tribunaux ont accepté ces éléments de preuve à l'échelle de la population, comme dans l'affaire *Blue Cross and Blue Shield of New Jersey c. Philip Morris Inc., et al.*, où les modèles globaux de fraction attribuable au tabagisme ont été considérés comme étant une preuve suffisante.<sup>144</sup> De plus, certaines lois provinciales du Canada sur le recouvrement du coût des soins de santé permettent aux provinces d'exploiter des modèles à l'échelle de la population, qui utilisent des données statistiques ou épidémiologiques sans identifier de patientes ou patients en particulier, reconnaissant ainsi l'impossibilité pratique de la preuve au moyen de personnes individuelles et au cas par cas.<sup>145</sup> Par ailleurs, des modèles de fraction attribuable au tabagisme ont été utilisés dans le règlement global récemment approuvé par la Cour supérieure

<sup>143</sup> Sharma R, Rakshit B. [Global burden of cancers attributable to tobacco smoking, 1990–2019: an ecological study](#). EPMA J. 2022;14(1):167–82 (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>144</sup> [Blue Cross and Blue Shield of New Jersey, Inc. v. Philip Morris, Inc., 178 F. Supp. 2d 198, 208 \(E.D.N.Y. 2001\)](#) (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>145</sup> Chapitre [R-2.2.0.0.1 - Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés au tabac](#) (consulté le 2 juin 2025). (« Dans une action prise sur une base collective, la preuve du lien de causalité existant entre des faits qui y sont allégués, notamment entre la faute ou le manquement d'un défendeur et le coût des soins de santé dont le recouvrement est demandé, ou entre l'exposition à un produit du tabac et la maladie ou la détérioration générale de l'état de santé des bénéficiaires de ces soins, peut être établie sur le seul fondement de renseignements statistiques ou tirés d'études épidémiologiques, d'études sociologiques ou de toutes autres études pertinentes, y compris les renseignements obtenus par un échantillonnage. Il en est de même de la preuve du coût des soins de santé dont le recouvrement est demandé dans une telle action. »)

de l'Ontario.<sup>146</sup> Deuxièmement, elle expose un lien de causalité clair qui peut être compris par les juges (et les jurés, le cas échéant), qui pourraient ne pas avoir de connaissances spécialisées en épidémiologie ou en statistique et ont besoin de comprendre comment le tabagisme entraîne directement une augmentation des coûts des soins de santé. Troisièmement, sa transparence garantit la reproductibilité et la crédibilité scientifique grâce à des données épidémiologiques examinées par des pairs, ainsi que des estimations des dépenses de santé accessibles au public.

146. Sa simplicité, son objectivité et son adéquation avec la recherche en santé publique font que cette méthode s'aligne facilement sur l'idée générale de causalité juridique pour quantifier, dans un cadre juridique, le coût des soins de santé liés au tabac. Elle pourrait être appliquée, selon le système juridique, soit par l'adoption d'une loi spécifique, soit par une interprétation favorable des compréhensions de la causalité générale.

147. Il n'en résulte pas pour autant, lors de la mise en œuvre de l'article 19, que d'autres méthodes reconnues doivent être écartées ou que l'utilisation d'une méthode ou d'une autre pourrait être jugée inappropriée dans les litiges liés au tabac. Bien qu'il s'agisse d'une méthode simple, facilement compréhensible et fondée sur des données, l'approche du coût de la maladie pourrait sous-estimer d'autres aspects du recouvrement du coût des soins de santé, notamment les coûts intangibles comme la douleur et la souffrance. De plus, lorsque la procédure ne se limite pas aux soins de santé (comme le coût des incendies causés par les cigarettes ou de l'assainissement de l'environnement), l'approche du coût de la maladie pourrait sous-estimer le calcul des dommages et intérêts. Comme mentionné ci-dessus, le choix de la méthode appropriée se fait en fonction de la mesure de l'intérêt et de l'objet du litige. Si l'objectif est d'englober d'autres coûts qui ne sont pas évalués par l'approche du coût de la maladie, il faut alors envisager d'autres méthodes, et tenir compte de leur acceptation ou non par le système juridique comme une mesure valable de la causalité juridique.

## Conclusions sur les méthodes

148. La Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac a pour structure un consensus scientifique sur les méfaits du tabac, obtenu par la voie de données épidémiologiques et statistiques. Par conséquent, ce consensus est fondé sur une approche collective, et il est important de conclure qu'il est tout à fait approprié d'utiliser des preuves statistiques pour établir le lien de causalité juridique dans les affaires de recouvrement du coût des soins de santé. Dans ce type d'affaire, l'utilisation de données épidémiologiques et statistiques est non seulement compatible avec l'article 19, mais représente également la meilleure preuve, que peut fournir la science, des pertes et dommages causés par le tabagisme.

149. En ce qui concerne l'éventuelle élaboration d'une méthode, la conclusion est qu'il existe des méthodes qui permettent de mesurer le coût des soins de santé liés à l'usage du tabac, sous différentes formes, à l'aide de différentes sources de données et dans le cadre de plusieurs objectifs. De plus, ces méthodes reflètent des décennies de raisonnement scientifique et d'examen critique par les pairs, et ont été validées comme étant le meilleur raisonnement scientifique disponible pour évaluer le coût des soins de santé dus au tabagisme.

150. Il est souhaitable de choisir et d'adapter rigoureusement ces méthodes en vue de leur utilisation dans une action en responsabilité civile. Le groupe d'experts conclut qu'il existe des méthodes établies que les Parties peuvent adopter, en fonction de l'objet du litige et de la

---

<sup>146</sup> [First amended and restated court-appointed mediator's and monitor's CCAA Plan Of Compromise And Arrangement](#), Schedule "G" (consulté le 2 juin 2025).

disponibilité des données. La méthode du coût de la maladie, qui utilise l'épidémiologie et une approche de prévalence, constitue un moyen aisé de fournir des preuves solides dans le cadre de la responsabilité civile. En effet, elle constitue la méthode la plus directe et établie pour évaluer le coût des soins de santé liés au tabac et, bien qu'elle soit moins exhaustive que d'autres méthodes, elle offre la voie la plus compréhensible pour une appréciation par les organes judiciaires. Il s'agit d'une méthode relativement transparente qui accroît la force de persuasion pour les décideurs non experts, en veillant à ce que l'argument reste accessible et convaincant. Par conséquent, cette méthode est scientifiquement fiable et pourrait être acceptée et utilisée par les tribunaux lors de l'évaluation des actions collectives liées au coût des soins de santé dus au tabagisme.

151. D'autres méthodes telles que les modèles économétriques (approche de la disposition à payer et modèles de croissance à régression) et les simulations macroéconomiques (modèles d'équilibre général calculables et modèles de simulation dynamique) pourraient également être utilisées, lorsque cela est possible et dans les situations où l'on souhaite aboutir à une évaluation plus complète du coût des soins de santé dus au tabagisme, en tenant compte du fait que les systèmes juridiques doivent être en mesure de comprendre les méthodes, et que la causalité juridique exige la preuve d'un dommage qui présente des limites univoques et un lien de causalité clair et cohérent. Aussi est-il conseillé, avant d'utiliser des modèles économétriques et des simulations macroéconomiques, que le système juridique fasse l'objet d'une évaluation préalable afin d'analyser comment les actions pourraient être intentées, quels préjudices pourraient être revendiqués et de quelle façon les preuves épidémiologiques, économétriques et statistiques produites par ces méthodes pourraient être utilisées dans le cadre de ces actions.

## **Recommandations pour l'application de l'article 19**

152. Les recommandations ci-après ont pour objet d'aider les Parties à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 19. La liste de recommandations décrit les mesures législatives que les Parties peuvent envisager de prendre en vue de traiter de la responsabilité civile et pénale, y compris l'indemnisation le cas échéant, pour les préjudices causés par le tabac. Il s'agit notamment de faciliter les procédures judiciaires pénales et civiles, mais aussi les procédures administratives visant à établir la responsabilité, le cas échéant. Des recommandations sont également formulées sur la manière dont les Parties peuvent coopérer à la mise en œuvre de l'article 19 et s'entraider dans le cadre de procédures judiciaires. Ces recommandations tiennent compte de toutes les pratiques, y compris les évolutions pertinentes dans les instances internationales concernées, exposées dans ce rapport et les rapports du précédent groupe d'experts (FCTC/COP/6/8 (annexe 3) et FCTC/COP/7/13).

153. Toutes les recommandations ne conviendront pas à tous les pays. Les Parties devraient apprécier ces recommandations à la lumière de leurs lois et systèmes juridiques en vigueur, ainsi que de leur expérience à ce jour en matière d'établissement de la responsabilité et d'obtention d'une indemnisation pour les préjudices causés par le tabac.

### **Principes généraux**

154. Ces recommandations sont guidées par les principes suivants.

- a) Les actions en responsabilité pour les dommages liés au tabac constituent un élément important d'une lutte antitabac globale. L'indemnisation ne devrait pas entraver la réduction des dommages causés par le tabac et ne devrait pas empêcher les pays à revenu faible ou intermédiaire d'obtenir une indemnisation pour ces mêmes dommages.

- b) Les réformes de la responsabilité civile devraient faciliter l'accès effectif à la justice pour les préjudices causés par le tabac.
- c) Les réformes de la responsabilité pénale devraient reposer sur la nécessité d'appliquer efficacement toutes les lois antitabac ou les lois générales applicables à la production, à la fabrication, à la commercialisation, à la fourniture et à l'élimination des produits du tabac, dans le but de prévenir de futures violations.
- d) Il convient que toute interaction entre les Parties et l'industrie du tabac, dans le cadre de procédures civiles et pénales ou de procédures administratives visant à déterminer la responsabilité, soit compatible avec l'article 5.3 et ses directives d'application.
- e) La coopération et l'échange d'informations entre les Parties sont nécessaires pour garantir un transfert efficace d'informations et pour s'assurer que l'industrie du tabac n'est pas en mesure d'exploiter les frontières juridictionnelles pour se soustraire à sa responsabilité.

### **Recommandations relatives aux actions en responsabilité**

155. Eu égard à ces principes, le groupe d'experts recommande la liste d'options suivante, en matière de responsabilité civile et pénale et de mesures administratives visant à établir la responsabilité. Il convient que les Parties envisagent d'adopter des lois ou d'autres mesures qui garantissent ce qui suit :

- i) L'ensemble du gouvernement, y compris les juges et les procureurs, a connaissance de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et des obligations découlant des articles 5.3 et 19, ainsi que des recommandations formulées dans les Directives pour l'application de l'article 5.3, notamment l'augmentation de la capacité et des ressources des ministères concernés pour aborder de manière volontariste la responsabilité de l'industrie du tabac.
- ii) Des procédures d'action collective sont disponibles pour toute action en responsabilité civile contre l'industrie du tabac, liée aux dommages causés par le tabac.
- iii) Les prestataires de santé disposent d'une cause d'action directe et distincte qui leur permet de recouvrer le coût des soins de santé attribuables aux fautes commises par l'industrie du tabac, indépendamment du moment où la faute a été commise.
- iv) Le lien de causalité dans les actions en responsabilité civile liées aux dommages causés par le tabac ne peut être établi qu'à l'aide de preuves épidémiologiques, statistiques ou d'autres preuves sociologiques.
- v) La divulgation d'éléments de preuve contre l'industrie du tabac est possible dans toute action en responsabilité civile liée aux dommages causés par le tabac.
- vi) Dans toute action en responsabilité civile intentée contre l'industrie du tabac, en lien avec les dommages causés par le tabac, il incombe à l'industrie de prouver : a) qu'elle s'est conformée à toutes les dispositions applicables du droit civil ; ou b) que toute violation de ces dispositions n'a pas été la cause des lésions ou des pertes du ou des demandeurs ; ou les deux a) et b) s'il y a lieu.
- vii) Les lois antitabac ou les lois générales applicables à la production, à la fabrication, à la commercialisation, à la fourniture et à l'élimination des produits du tabac imposent une responsabilité stricte, le cas échéant.

- viii) Dans les actions en responsabilité civile, l'acceptation volontaire du risque ne constitue pas un moyen de défense pour toute période antérieure à la reconnaissance claire et publique, par le défendeur, des dommages causés par le tabac.
- ix) Pour les victimes de préjudices causés par le tabac, les délais impartis en vue d'engager des actions en responsabilité civile sont supprimés ou peuvent être prolongés.
- x) Dans les actions en responsabilité civile, les requérants peuvent s'appuyer sur les éléments de preuve présentés et les conclusions rendues dans d'autres actions en responsabilité civile, et les tribunaux prennent note des constatations de responsabilité contre l'industrie du tabac dans d'autres juridictions.
- xi) Les actions en responsabilité civile contre l'industrie du tabac pour les dommages causés par le tabac peuvent être financées par des honoraires « conditionnels » ou « de résultat ». Toute responsabilité des requérants en matière de frais en faveur de la partie adverse est supprimée.
- xii) Le règlement des actions collectives et des requêtes en recouvrement du coût des soins de santé liés aux dommages causés par le tabac est assujéti à l'approbation du tribunal. Pour favoriser cette recommandation, les Parties devraient s'assurer que les tribunaux sont convaincus d'un règlement équitable et raisonnable, qui ne fait pas obstacle à la prévention ou la réduction future de la consommation de tabac, de l'addiction nicotinique et de l'exposition à la fumée du tabac. De plus, les organisations de la société civile, qui n'ont aucun lien direct ou indirect avec l'industrie du tabac ni avec des entités travaillant à la promotion de ses intérêts, devraient avoir qualité pour s'adresser au tribunal afin de déterminer si un règlement répond à ces critères, sous réserve du pouvoir discrétionnaire du tribunal.
- xiii) Lorsque l'industrie du tabac est autorisée à recourir à des procédures d'insolvabilité, le tribunal a le pouvoir de garantir que tout concordat est compatible avec les objectifs de santé publique – en particulier prévenir ou réduire la consommation de tabac, l'addiction nicotinique et l'exposition à la fumée du tabac – ainsi que la possibilité d'octroyer des réparations non pécuniaires compatibles avec ces objectifs.
- xiv) La destruction de documents dans le but d'éviter leur divulgation dans le cadre d'une procédure future constitue une infraction pénale. En outre, les Parties devraient veiller à ce qu'une personne dont l'action civile est lésée par la destruction de ces éléments de preuve ait droit à une indemnisation de la part de la personne responsable de la destruction, établie selon une norme de preuve civile.
- xv) Les amendes infligées en cas d'infraction aux lois sur la lutte antitabac ont un effet dissuasif certain si une gamme de sanctions pénales proportionnelles à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité de l'auteur de l'infraction est adoptée, y compris des sanctions plus sévères pour les récidivistes. Selon le cas, les Parties devraient veiller à ce que ces sanctions comprennent des amendes proportionnelles au chiffre d'affaires annuel réalisé par le défendeur, provenant de la production, de la fabrication, de la commercialisation, de la fourniture ou de l'élimination de produits du tabac.
- xvi) Lorsque des entreprises sont jugées pénalement responsables d'infractions aux lois sur la lutte antitabac, le personnel de direction est personnellement responsable de ces infractions s'il est constaté une intentionnalité, une imprudence ou une négligence. Cette recommandation n'exclut pas qu'une personne soit directement responsable d'infractions aux lois sur la lutte antitabac.



xvii) Les organisations de la société civile qualifiées, qui n'ont aucun lien direct ou indirect avec l'industrie du tabac ni avec des entités travaillant à la promotion de ses intérêts, ont le pouvoir d'engager des poursuites en cas d'infraction aux lois sur la lutte antitabac ou aux lois générales applicables à la fabrication, à la commercialisation et à la fourniture de produits du tabac ; il convient qu'un pourcentage de toute amende pénale imposée soit payable à l'organisation de la société civile qui a engagé les poursuites. Les Parties devraient également veiller à ce que ces organisations de la société civile disposent des ressources nécessaires pour intenter des actions en justice visant à faire respecter les mesures de lutte antitabac.

xviii) Des mesures de protection efficaces sont mises en place pour les personnes à l'origine d'un lancement d'alerte, qui divulguent les pratiques de l'industrie du tabac en lien avec les dommages causés par le tabac, ainsi que pour les victimes d'intimidation de la part de l'industrie.

xix) La loi confère aux organismes administratifs et aux tribunaux, y compris les tribunaux existants, le pouvoir de déterminer la responsabilité pour les dommages causés par le tabac, selon le cas ; ces décisions font l'objet d'une possibilité d'appel limitée.

xx) Des procédures simplifiées sont en place pour répondre aux demandes de production de documents et de présentation de preuves dans le cadre de procédures intentées dans d'autres juridictions, en ce qui concerne les dommages causés par le tabac.

xxi) Les règles de compétence permettent aux requérants d'intenter des poursuites contre les personnes qui se livrent à la production, à la fabrication, à la commercialisation, à la fourniture et à l'élimination de produits du tabac dans le lieu du domicile du défendeur ou à l'endroit où le requérant a subi un préjudice causé par le tabac.

xxii) Il existe des procédures qui permettent l'exécution efficace des jugements rendus par des tribunaux à l'extérieur de la juridiction, dans les affaires liées aux dommages causés par le tabac.

xxiii) Les ordonnances de gel, aussi appelées ordonnances de conservation d'actifs et qui empêchent la dissipation d'actifs susceptibles d'être utilisés pour satisfaire aux déterminations de responsabilité, sont systématiquement disponibles contre les personnes participant à la production, la fabrication, la commercialisation, la fourniture et l'élimination des produits du tabac.

xxiv) Les lois anticorruption intègrent une application extraterritoriale de sorte qu'elles s'appliquent à toutes les actions des personnes participant à la production, la fabrication, la commercialisation, la fourniture et l'élimination des produits du tabac.

### **Recommandations relatives à l'échange d'information et à la surveillance**

xxv) Les déclarations exigées de l'industrie du tabac et à l'intention de l'autorité gouvernementale compétente comprennent les informations suivantes : l'enregistrement des entités commerciales ; la production, la fabrication, la fourniture et l'élimination des produits du tabac ; la part de marché ; les recettes ; les sanctions à l'encontre de l'entité ; lorsque la loi le permet, les dépenses de commercialisation, les efforts en matière de responsabilité sociale des entreprises, les activités des groupes de pression, les contributions politiques ; les fusions-acquisitions ; et la jurisprudence applicable, y compris les décisions en matière de responsabilité (telles que les mesures injonctives, l'indemnisation, les sanctions ordonnées ou convenues) et les évolutions pertinentes dans les instances internationales.

xxvi) Les informations recueillies à partir des déclarations de l'industrie du tabac, selon la recommandation xxv et/ou avec l'appui de la société civile, sont régulièrement échangées entre les Parties.

**Recommandations relatives aux méthodes d'estimation du coût des soins de santé causés par le tabagisme**

xxvii) Des études épidémiologiques et statistiques, qui peuvent être utilisées dans les procédures en recouvrement du coût des soins de santé, sont financées et réalisées.

xxviii) L'exploitation de données issues d'autres pays et régions, assortie des ajustements nécessaires, est encouragée lorsque les Parties n'ont pas la possibilité de produire leurs propres données, y compris les risques relatifs et les estimations du coût des soins de santé.

xxix) Les juges et juristes sont encouragés à comprendre l'épidémiologie, les statistiques et les études de causalité de ces disciplines scientifiques, car elles représentent les meilleures données probantes, que la science peut fournir, des pertes et des dommages causés par le tabagisme, et constituent des preuves fiables pour établir la responsabilité civile.

xxx) Les Parties échangent des informations et coopèrent sur des questions liées à l'épidémiologie et aux statistiques afin de favoriser la collecte de données et la production de connaissances sur les éléments de preuve scientifiques à utiliser dans les actions en responsabilité civile.

## **Mesures à prendre par la Conférence des Parties**

156. La Conférence des Parties est invitée à prendre note du rapport du groupe d'experts et à envisager d'adopter le projet de décision figurant à l'annexe 2.

## Annexe 1

### Liste non exhaustive des ressources existantes annotées relatives à l'article 19

- a) La **boîte à outils pour la responsabilité civile au titre de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac**<sup>1</sup> sert de guide, étape par étape, aux Parties sur la manière de concevoir, de mettre en œuvre et d'appliquer des mesures de responsabilité civile à l'encontre de l'industrie du tabac. Ses ressources aident les décideurs et les praticiens du droit à tenir l'industrie du tabac pour responsable des dommages causés par ses produits. Elle est particulièrement utile pour les juridictions qui cherchent à renforcer leur cadre juridique en vertu de l'article 19 et à poursuivre en justice l'industrie du tabac. Une version multilingue de la boîte à outils pour la responsabilité civile est disponible en ligne, dans les six langues officielles de l'ONU.
- b) La **base de données d'experts de l'article 19**,<sup>2</sup> gérée par le Secrétariat de la Convention, est une base de données d'experts et d'institutions dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 19 (Responsabilité) de la Convention-cadre de l'OMS conformément à la décision FCTC/COP7(11).<sup>3</sup> Elle permet d'accéder à des experts et des institutions aptes à fournir aux Parties, sur demande, une assistance technique en ce qui concerne la responsabilité de l'industrie du tabac. Les Parties peuvent utiliser cette ressource pour entrer en contact avec des professionnels du droit, des universitaires et des praticiens qui ont de l'expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies en matière de responsabilité. Elle facilite l'appui technique et le renforcement des capacités des Parties mettant en œuvre l'article 19.
- c) Le **Pôle de connaissances de la Convention-cadre de l'OMS relatif aux actions en justice - McCabe Centre for Law and Cancer**<sup>4</sup> fournit des ressources sur le droit commercial, le droit relatif aux investissements et le droit national, ainsi que des informations sur les contestations juridiques de la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS devant les tribunaux nationaux et régionaux. Il fournit aux Parties des outils pour anticiper et contrer les contestations juridiques de l'industrie du tabac lors de la mise en œuvre de mesures de responsabilité, garantissant ainsi une défense solide des politiques nationales de lutte antitabac. Le Secrétariat de la Convention continue de soutenir le Pôle de connaissances sur les actions en justice pour la gestion de son site Web, qui présente des mises à jour sur les contestations juridiques de la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS en matière de droit du commerce et de l'investissement et devant les tribunaux nationaux et régionaux, conformément à la décision FCTC/COP6(18).<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> [Boîte à outils pour la responsabilité civile au titre de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac](#) (consulté le 27 mai 2025).

<sup>2</sup> [Base de données d'experts de l'article 19](#) (consulté le 27 mai 2025).

<sup>3</sup> Dans sa décision FCTC/COP7(11), rappelée dans la décision FCTC/COP8(18), la Conférence des Parties a prié le Secrétariat de la Convention, conformément à son mandat tel que décrit dans la décision FCTC/COP6(7), de mettre au point une base de données d'experts et d'institutions aptes à fournir aux Parties, sur demande, une assistance technique en ce qui concerne la responsabilité de l'industrie du tabac, de créer une plateforme numérique pour la coopération internationale, et de mettre à disposition des ressources connexes mises à jour périodiquement.

<sup>4</sup> [Pôle de connaissances de la Convention-cadre de l'OMS relatif aux actions en justice](#) (consulté le 2 juin 2025).

<sup>5</sup> Dans sa décision FCTC/COP6(18), la Conférence des Parties a prié le Secrétariat de la Convention, en coordination avec le Secrétariat de l'OMS et les centres de connaissances concernés, de continuer à faciliter l'échange d'informations et la coopération entre les Parties eu égard aux actions juridiques intentées contre les mesures antitabac qu'elles ont adoptées devant les tribunaux nationaux ou dans le cadre de mécanismes internationaux de règlement des différends.

d) Le **centre de connaissances sur l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS – Université Thammasat et Université Mahidol**<sup>6</sup> est axé sur l'ingérence de l'industrie du tabac et peut aider les Parties à identifier, aborder et empêcher l'ingérence de l'industrie, susceptible d'entraver les efforts déployés pour mettre en œuvre l'article 19. Le centre de connaissances fournit des études de cas et des outils pour renforcer la gouvernance et réduire au minimum les conflits d'intérêts, y compris la banque de ressources sur l'ingérence de l'industrie du tabac.<sup>7</sup> Élaborée conformément au document FCTC/COP8(18), cette base de données est gérée par le Pôle de connaissances de la Convention-cadre de l'OMS relatif à l'article 5.3, en collaboration avec le Centre mondial pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac et avec le soutien du Secrétariat de la Convention. Elle compile les informations disponibles publiées par les gouvernements et les observateurs, y compris des exposés de position, des déclarations, des rapports, des correspondances, des procès-verbaux de réunions avec des représentants de l'industrie du tabac, des documents sur la composition des produits, des contrats et des accords. Elle inclut également d'autres documents pertinents, notamment des documents provenant d'entités qui pourraient être classées dans la catégorie de l'industrie du tabac, et de groupes financés, entre autres, d'organisations et d'individus qui s'attachent à promouvoir les intérêts de l'industrie du tabac.

e) La bibliothèque **Truth Tobacco Industry Documents**<sup>8</sup> contient plus de 14 millions de documents internes issus de l'industrie du tabac, révélant des preuves de ses pratiques préjudiciables, y compris les stratégies de commercialisation et l'ingérence dans les politiques de santé publique. Les Parties peuvent utiliser ces documents comme éléments de preuve dans le cadre d'une procédure ; ils permettent d'appuyer les actions en responsabilité et de renforcer les arguments juridiques contre l'industrie. Elle a été conçue pour héberger et fournir un accès permanent aux documents internes de l'industrie du tabac, autrefois secrets, produits lors de litiges aux États-Unis et rendus publics dans le cadre de règlements de litige.

f) **Tobacco Control Laws**<sup>9</sup> donne accès aux lois sur la lutte antitabac du monde entier, ainsi qu'à des résumés, des analyses et des fiches d'information pour évaluer dans quelle mesure les dispositions de lutte antitabac s'alignent sur la Convention et certaines de ses directives. Le site donne également accès au texte intégral et aux résumés des décisions de lutte antitabac rendues par des tribunaux du monde entier. Les Parties peuvent analyser la jurisprudence et les stratégies fructueuses, en vue d'éclairer leurs propres approches des mesures de responsabilité en vertu de l'article 19, y compris les considérations juridiques et législatives. Le site Web est géré par l'*International Legal Consortium*, au sein de *Campaign for Tobacco-Free Kids*.

g) **Tobacco Tactics**<sup>10</sup> fournit des recherches universitaires rigoureuses et des observations dans un format accessible. Ce site détaille les principaux enjeux de la lutte antitabac, en mettant l'accent sur l'industrie mondiale du tabac et sur les entités qui y sont liées ou qui interagissent avec elle. Les Parties peuvent utiliser cette plateforme, développée par le *Tobacco Control Research Group* de l'Université de Bath, pour contrer les arguments et la désinformation de l'industrie lorsqu'elles envisagent des mesures de responsabilité en vertu de l'article 19.

---

<sup>6</sup> [Pôle de connaissances de la Convention-cadre de l'OMS relatif à l'article 5.3](#) (consulté le 1<sup>er</sup> juin 2025).

<sup>7</sup> [Banque de ressources sur l'ingérence de l'industrie du tabac](#) (consulté le 2 juin 2025).

<sup>8</sup> [Truth Tobacco Industry Documents](#) (consulté le 2 juin 2025).

<sup>9</sup> [Tobacco Control Laws](#) (consulté le 2 juin 2025).

<sup>10</sup> [Tobacco Tactics](#) (consulté le 2 juin 2025).

h) Le **Centre mondial pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac (GGTC)**<sup>11</sup> fournit des ressources techniques et un soutien stratégique pour aider les Parties à mettre en œuvre l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS, afin d'appuyer la responsabilité de l'industrie du tabac. Son ensemble de ressources sur la responsabilité rassemble des documents essentiels sur la mise en œuvre de l'article 19, en mettant l'accent sur les approches au-delà du litige. Le GGTC développe des outils pour évaluer les incidences économiques, environnementales et sociales provoquées par l'industrie – y compris le calculateur des coûts pour l'environnement – et organise des mouvements qui appellent à tenir l'industrie du tabac pleinement pour responsable de ses méfaits, tels que *Global Youth Voices* et la coalition *Stop Tobacco Pollution Alliance*. Il facilite également la détection et l'identification des acteurs de l'industrie du tabac, notamment grâce à ses travaux sur la base de données mondiale des ressources du centre de connaissances sur l'article 5.3, tandis que son indice mondial de l'ingérence de l'industrie du tabac assure un suivi systématique des réponses gouvernementales aux tactiques de l'industrie du tabac.

i) **Stopping Tobacco Organizations and Products (STOP)**<sup>12</sup> est un réseau d'organisations universitaires et de santé publique opérant à l'échelle mondiale dans le cadre de l'Initiative Bloomberg pour la réduction du tabagisme. STOP met en relation des expertes et experts de tous les domaines de l'industrie du tabac en vue d'exposer et de contrer les efforts incessants de celle-ci pour vendre des produits nocifs et addictifs. Le réseau surveille et révèle les tactiques de l'industrie du tabac pour faire ingérence dans les politiques de santé publique. Les Parties peuvent tirer profit des recherches et des analyses de STOP pour renforcer leurs actions en justice et contrer les arguments de l'industrie lors de la mise en œuvre de mesures de responsabilité civile en vertu de l'article 19.

j) Le site **Right to Health Policy Hub**<sup>13</sup> fournit des arguments juridiques fondés sur les droits humains et des documents d'organes conventionnels qui soutiennent les politiques de santé publique, y compris la lutte antitabac. Les Parties peuvent utiliser cette plateforme pour intégrer un cadre axé sur les droits humains dans la mise en œuvre de l'article 19, renforçant ainsi la justification juridique à la base des demandes en responsabilité à l'encontre de l'industrie du tabac. Cette ressource met en évidence les liens croissants entre ces politiques de santé et les obligations en matière de droits humains, tels qu'ils sont présentés dans les documents officiels publiés par les organes chargés des droits humains. Le site Web est géré par l'*International Legal Consortium*, au sein de *Campaign for Tobacco-Free Kids* et l'équipe juridique de *Global Health Advocacy Incubator*.

k) **Tobacco and Human Rights Hub**<sup>14</sup> fournit des ressources pour les outils de plaidoyer visant à lutter contre le tabagisme par la voie d'une approche fondée sur les droits humains, y compris des informations provenant d'organes régionaux et internationaux chargés des droits humains, d'articles universitaires, de litiges, de rapports d'organes conventionnels, entre autres. Les Parties peuvent utiliser cette ressource pour trouver des exemples de la façon d'intégrer le tabac dans les rapports relatifs aux droits humains, trouver des modèles de rapports, ainsi que des documents illustrant les sujets relatifs à la lutte antitabac pour les défenseurs des droits humains et des documents illustrant les sujets relatifs aux droits humains pour les défenseurs de la lutte antitabac. Le site Web est géré par *Action on Smoking and Health*.

---

<sup>11</sup> [Centre mondial pour la bonne gouvernance dans la lutte antitabac](#) ; voir aussi la page) [How can the tobacco industry be held accountable?](#) (consulté le 2 juin 2025).

<sup>12</sup> [STOP](#) (consulté le 2 juin 2025).

<sup>13</sup> [Right to Health Policy Hub](#) (consulté le 2 juin 2025).

<sup>14</sup> [Tobacco and Human Rights Hub](#) (consulté le 2 juin 2025).

l) **Make Big Tobacco Pay**<sup>15</sup> fournit des outils, des ressources techniques et des conseils stratégiques pour lutter contre les tactiques de l'industrie qui sapent les mesures de responsabilité et d'autres efforts de lutte antitabac. Le site Web est géré par *Corporate Accountability*.

---

<sup>15</sup> [Make Big Tobacco Pay](#) (consulté le 2 juin 2025).



## **Annexe 2**

### **Projet de décision :**

#### **Application de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS sur la responsabilité**

La Conférence des Parties,

Sachant que les questions relatives à la responsabilité, telles que déterminées par chaque Partie dans les limites de sa compétence, sont un élément important d'une lutte antitabac globale ;

Rappelant aux Parties les obligations qui leur incombent au titre de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS ;

Rappelant les décisions FCTC/COP4(15), FCTC/COP5(9), FCTC/COP6(7), FCTC/COP7(11) et FCTC/COP10(13) relatives à l'application de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS sur la responsabilité ;

Rappelant également la décision FCTC/COP8(18), qui encourage les Parties à promouvoir la coopération nationale et internationale pour renforcer la mise en œuvre de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS en lien avec l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS ;

Rappelant également la décision FCTC/COP10(13), selon laquelle la Conférence des Parties a reconstitué un groupe d'experts sur la responsabilité, en tenant compte des travaux menés par le groupe d'experts sur la responsabilité créé conformément à la décision FCTC/COP5(9) et dont le mandat a été étendu dans la décision FCTC/COP6(7) ;

Accueillant le rapport figurant dans le document FCTC/COP/11/6 et prenant note avec satisfaction des résultats des travaux du groupe d'experts sur l'application de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS sur la responsabilité,

**1. APPELLE les Parties :**

- a) à appliquer les recommandations et les options formulées par le groupe d'experts dans son rapport FCTC/COP/11/6, selon le cas, afin de renforcer l'application de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS ;
- b) à utiliser les outils et les ressources mis à la disposition des Parties pour renforcer l'application de l'article 19, y compris ceux qui figurent à l'annexe 1 du rapport FCTC/COP/11/6 ;
- c) à s'échanger des informations mises à jour, y compris les pratiques, les obstacles, les enseignements tirés et l'expertise en lien avec l'application de l'article 19, ainsi que par l'intermédiaire du Secrétariat de la Convention, en utilisant, entre autres, le système de notification de la Convention-cadre de l'OMS et la base de données d'experts et d'institutions pour l'application de l'article 19 ;

2. PRIE le Secrétariat de la Convention :

- a) de diffuser les conclusions des travaux du groupe d'experts et de poursuivre son travail de sensibilisation à l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS, ainsi qu'aux ressources, à l'expertise et aux outils mis à la disposition des Parties pour renforcer son application ;
- b) de poursuivre les efforts visant à apporter un soutien aux Parties dans l'application de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS, notamment en facilitant l'échange d'informations et de données d'expérience entre les Parties et avec la participation de la société civile qui ne présente aucun lien direct ou indirect avec l'industrie du tabac ni avec une entité travaillant à la promotion de ses intérêts ;
- c) de continuer à informer la Conférence des Parties des progrès accomplis en ce qui concerne l'application de l'article 19 de la Convention-cadre de l'OMS par les Parties, le cas échéant.

(XXX séance plénière, XX novembre 2025)

---